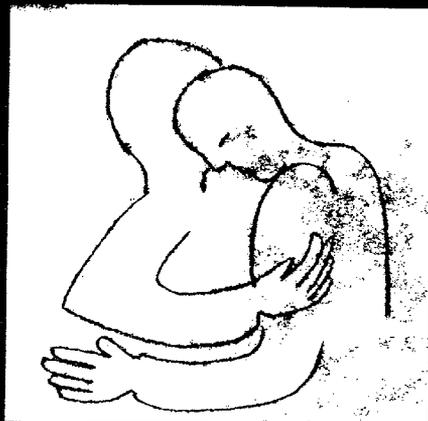


MICHEL BAKOUNINE



**CANEVAS
EDITEUR
CANEVAS
EDITEUR**

EZ LE MÊME ÉDITEUR :

antes (collectif)
Le Tango de la sorcière

n-Paul Brun
Franches Montagnes

chel Vinaver
Les Voisins

arivaux
Le Triomphe de l'Amour

istave Gautherot
La grande Révolution dans le
Val de Saint-Imier

ominique Daeschler
Le soleil pleure ses lunes noires

orrespondance intégrale
Panaït Istrati - Romain Rolland

randello
Masques nus

ernadette Richard
Le pays qui n'existe pas

PARAÎTRE PROCHAINEMENT :

ierre Nicolet
Témoin du temps qui passe

1917

20

TROIS CONFÉRENCES
FAITES AUX OUVRIERS
DU VAL DE SAINT-IMIER

Cet ouvrage a été publié grâce à
l'autorisation... et aux vifs
encouragements de
L'INSTITUT INTERNATIONAL D'HISTOIRE SOCIALE
Archives Bakounine, Amsterdam

© Canevas Editeur, Saint-Imier 1990
pour la présente édition
ISBN ~~88382-004~~ X

MICHEL BAKOUNINE

**TROIS CONFÉRENCES
FAITES AUX OUVRIERS
DU VAL DE SAINT-IMIER**

PRÉCÉDÉ DE

**MANIFESTE ADRESSÉ
AUX OUVRIERS
DU VALLON DE SAINT-IMIER**
(ADHÉMAR SCHWITZGUÉBEL)



TABLE DES MATIÈRES

Liminaire	page	5
Manifeste adressé aux ouvriers du vallon de Saint-Imier ADHÉMAR SCHWITZGUÉBEL		15
Trois conférences faites aux ouvriers du Val de Saint-Imier MICHEL BAKOUNINE		
Première conférence		45
Deuxième conférence		59
Troisième conférence		75

L'illustration originale de couverture
est l'oeuvre de GISÈLE GÖTZ

LIMINAIRE

*(N'oubliez pas que ...) ce fut au sein de la population intelligente, remuante, des Montagnes du Jura que s'élabora ce qui devint plus tard l'anarchisme. Et n'oubliez pas aussi que pour faire la moindre des choses il faut **la large part d'un grand mouvement ouvrier**. Jamais aucun de nous n'aurait **rien** fait, si nous n'avions devant nos yeux ce milieu ouvrier, intelligent, pensant, indépendant et dévoué qui s'était formé dans les Montagnes et dans le Vallon.*¹

Cet extrait d'une lettre adressée par Pierre Kropotkine au fils de Jean-Louis Pindy place dès l'abord dans leur contexte les écrits qui vont suivre. Rien ne serait plus faux, en effet, que d'imaginer la visite de Bakounine dans le vallon de Saint-Imier comme celle du chef propagandiste venant convaincre un milieu ouvrier amorphe de s'organiser pour défendre ses intérêts et se battre pour un monde plus juste.

Ce n'est pas ici le lieu d'une analyse en profondeur de la constitution des mouvements

ouvriers jurassiens de 1830 à cette date de 1871 qui voit la présence de Bakounine dans la vallée.² Rappelons simplement que les horlogers participent activement aux mouvements de 1831 et 1846, qu'imprégnés de fouriérisme et de proudhonnisme grâce aux nombreuses brochures et journaux qui circulent à Saint-Imier dans les années 40, ils constituent les premières sociétés de résistance et d'entraide et organisent des coopératives de production et de consommation dès 1847.³

Les premières associations réuniront souvent patrons et ouvriers, dans un radicalisme bien senti... mais une vision plus claire des divergences d'intérêts et d'intentions placeront bientôt patronat et prolétariat face à face.

En 1864 est créée à Londres la première internationale des travailleurs (A.I.T.).⁴

Les sections de Saint-Imier et Sonvilier (bientôt réunies en section du district de Courtelary) existent dès 1866 et grâce à des hommes comme Adhémar Schwitzguébel, grâce aussi aux pratiques indépendantistes des vallonniers, la tendance au socialisme libertaire y est prédominante, contrairement à ce qui se passe sur le plateau suisse qui voit se développer les thèses de Marx préconisant une conquête du pouvoir politique d'état. On sait comment les dissensions entre les deux courants aboutiront en 1871 à la création de la *Fédération Jurassiennne*,⁵ qui représentera une alternative véritable au socialisme étatique, proposant nombre de modèles autogestionnaires avant de se séparer définitivement de l'A.I.T en 1872.

Nous avons choisi de faire précéder les trois conférences aux ouvriers du val d'un manifeste dû à la plume d'Adhémar Schwitzguébel.

Le MANIFESTE ADRESSÉ AUX OUVRIERS DU VAL DE SAINT-IMIER, rédigé en 1869, fut publié et distribué en 1870. On y voit clairement la capacité d'analyse des régionaux. Nombre de passages - nous pensons aux causes des crises, au refus des leçons économiques du passé - n'ont pas pris une ride et pourraient tempérer aujourd'hui le bel (et habituel) optimisme du "redémarrage" de l'horlogerie. On y trouve d'autre part exposées les solutions sociales envisagées par les libertaires et les alternatives réelles à une politique commandée par l'économie capitaliste. Ce texte montre combien les ouvriers régionaux sont familiarisés avec les thèses qui deviendront celles de l'anarchisme, même si les traces de certains emprunts aux tribuns y sont indéniables.

Lorsque, après l'échec des révoltes fédératives dans les villes du sud de la France, éclate à Paris l'insurrection des Communards, le 18 mars 1871, les libertaires de toute l'Europe croient discerner les premiers pas d'une révolution fédéraliste qu'ils appellent de leurs vœux... même si Bakounine et ses proches ne tardent pas à déchanter :

*Moi aussi, j'ai eu le délire, mais je ne l'ai plus. Je vois trop clairement que l'affaire est perdue. Les Français, même les ouvriers, ne sont pas encore à la hauteur.*⁷

Déception donc, mais non abandon. Au

contraire, le 27 avril, venant de Locarno, Bakounine se trouve à Neuchâtel.

*... le lendemain il se rendait à Sonvilier - c'était la première fois qu'il allait au Val de Saint-Imier - où il séjourna jusqu'au milieu de mai. On a vu, par sa lettre à Ozerov du 5 avril, que sa décision de se rapprocher de ses amis datait déjà du commencement du mois : il avait été retenu par le manque de ressources ; dès qu'il eût de l'argent, il partit. Il venait se concerter avec nous, sans idées arrêtées sur ce qu'il pouvait y avoir à faire ; et c'était aux Montagnes qu'il établissait son quartier général, parce qu'il comptait y trouver des hommes d'action, et non à Genève où, en dehors d'une poignée d'amis, il n'aurait rencontré qu'hostilité et bavardage.*⁸

C'est pendant ce mois de mai que Michel Bakounine prononce ses trois conférences dans lesquelles il retrace l'existence de la bourgeoisie et son rôle révolutionnaire au dix-huitième siècle, puis expose la "mission historique" du prolétariat du dix-neuvième.

Durant son séjour, Bakounine noue de nombreux contacts et lie des amitiés avec les horlogers. Sans doute, son influence sera-t-elle prépondérante pour la mise en forme des idées, il reste que l'image qu'il laisse dans la vallée est très éloignée de celle d'un chef. Pour preuve, l'opinion de Kropotkine, qui visite à son tour la région quelque temps plus tard :

Ce qui me frappait le plus, c'était que l'influence de Bakounine tenait moins à sa supériorité

*rité intellectuelle qu'à sa personnalité morale. Dans les conversations sur l'anarchisme ou sur l'attitude de la Fédération, je n'ai jamais entendu dire : "Bakounine a dit cela" ou "Bakounine pense ainsi", comme si un pareil argument pouvait clore la discussion. Ses écrits et ses paroles n'avaient pas force de loi, comme c'est malheureusement souvent le cas dans les partis politiques. Dans toutes les questions où l'intelligence juge en dernier ressort, chacun apportait dans la discussion ses arguments personnels.*⁹

N'insistons pas sur les qualités propres aux ouvriers du val de Saint-Imier de cette époque, qualités d'ailleurs tempérées par la déclaration de Bakounine peu avant son départ... rapportée par James Guillaume :

*J'allai rendre visite à Bakounine, une fois, pendant son séjour à Sonvillier. Il commençait à s'ennuyer et me le dit. Si parmi les ouvriers, il y avait quelques natures d'élite, un trop grand nombre d'entre eux manquaient de la solidité de caractère qui seule peut faire des révolutionnaires sérieux et sûrs ; "crieurs" et "buveurs", comme il le leur avait dit, ceux-là pouvaient bien se laisser entraîner à un acte de révolte dans un moment d'exaltation passagère, mais n'étaient pas capables d'action réfléchie, volontaire et prolongée.*¹⁰

Voilà pour le panégyrique !

Bakounine quitta la vallée pour rejoindre Le Locle d'où il pensait pouvoir organiser une aide aux Communards parisiens, mais dès le 21 mai, avait commencé la Semaine Sanglante qui mit fin à la Commune dans l'horreur.

Sans prolonger le récit succinct de la naissance du mouvement libertaire dans nos régions, disons tout de même que les sections des montagnes organisèrent l'accueil des réfugiés communnards et que nombreux furent ceux qui s'établirent dans la région, venant enrichir la réflexion anarchiste₁₁.

Le 12 novembre 1871, réunis en congrès à Sonvilier, les anarchistes jurassiens constituèrent la *Fédération Jurassienne* ; puis le 15 septembre 1872, suite aux dissensions internes à l'A.I.T., à l'exclusion de Schwitzguébel, Bakounine et Guillaume au congrès de La Haye, les fédérations dissidentes d'Espagne, d'Italie, Jurassienne, auxquelles s'adjoindront des délégués américains et français organiseront le congrès extraordinaire de Saint-Imier qui décidera de la création de *L'internationale anti-autoritaire*, événement considéré aujourd'hui comme l'acte de naissance de l'anarchisme₁₂.

*

Pourquoi éditer aujourd'hui ces trois conférences ? Nous y voyons, hors l'intérêt documentaire et notre attachement à une mémoire régionale à repourvoir en sources, deux raisons majeures :

Tout d'abord, nous ne partageons pas les analyses qui présentent le projet anarchiste comme lié à une pratique ouvrière particulière, à un moment du processus industriel, et donc destiné à disparaître du fait de la mécanisation de

la production. Non que les arguments avancés nous paraissent illogiques, bien au contraire : ils s'inscrivent parfaitement dans la logique du pouvoir triomphant. Mais ils pèchent d'abord par une vision mécaniste du processus historique lui-même. Ils posent le développement industriel que nous avons connu comme inéluctable, comme quasiment *naturel*, l'assimilant à un programme préétabli - toujours le problème de l'histoire comme acteur -.

Opposés à ce raisonnement, nous pensons qu'il y a bien décision contraignante dans les choix d'industrialisation : il y a refus de répartir entre les acteurs les bienfaits d'un processus qui permettrait une distribution nouvelle, une redéfinition des notions de travail et de temps personnel, une autre vision enfin du monde social. En réalité, cette analyse fautive veut taire la présence d'un acteur, l'objectiver en quelque sorte : le capitaliste qui décide seul de plier le monde à la logique de son nouveau profit et se cache derrière un processus prétendument inéluctable. On établit alors un dialogue stupide entre une mécanique intangible possédant sa logique propre - excluant évidemment tous les aspects ludiques, sensuels et jouissifs qui fondent l'existence humaine - et un mouvement qualifié d'utopiste pour son acharnement à maintenir les aspirations sensibles qui ne figurent plus au nouveau programme. Ne reste plus qu'à installer une lutte sur la *quantité*, ne reste plus qu'à convaincre de l'existence de cette seule logique de mort pour voir triompher un dialogue de fer

s'éloignant définitivement d'aspirations humaines et non productives.

Il y a donc une violence terrible à la base de cette déformation, violence que nous vivons quotidiennement, violence surtout qui laissera les vaincus exsangues, qui exigera leur disparition du champ social - vaincus de la Commune, vaincus de la Fédération Jurassienne, vaincus anarchistes de la révolution de 1917, liquidés par les bolchévistes, vaincus encore de la guerre d'Espagne.- Nous disons qu'à l'intérieur de cette logique, le projet anarchiste peut bien apparaître comme une maladie infantile du communisme ; dans une logique de vie - non pas opposée, mais qualitativement différente-, on découvrirait, mais ne l'a-t-on pas découvert ? que le communisme est une maladie monstrueuse de l'anarchisme !

La deuxième raison est notre consternation devant la misère de la pensée occidentale actuelle. Alors que le monde de l'est craque de toutes parts, que visiblement les possibles à nouveau s'y multiplient, nous assistons dans un vide conceptuel total au triomphe de la logique du profit qui s'empare de la situation nouvelle et installe là aussi ses pompes à fric. L'Est apparaît ici comme territoire nouveau à conquérir par notre ékonomisme, comme *marché*, pour utiliser un terme béni. Pas une seconde nous n'avons imaginé que nous pourrions tirer des leçons du vécu de soixante années de supercherie à l'est. Nous nous contentons de triompher béatement, considérant que l'échec des bolchévistes signe la

victoire définitive de nos méthodes capitalistes et économistes.

Au lieu d'envisager la situation nouvelle créée par l'effondrement du terrifiant équilibre - dont nous sommes aussi, faut-il le rappeler ? co-responsables -, d'examiner en quoi nos pratiques pourraient s'en trouver modifiées, nous écoutons, silencieux, nos maîtres de droite décréter la fin de toute pensée politique de gauche ; la fin en fait de toute pensée politique. Nous feignons d'ignorer que notre occident vit d'une pensée essentiellement politique... politique ignoble qui suppose et accepte le pillage des deux tiers de ce monde pour son confort.

Dans toute cette mascarade, nous voulons, par la publication de ces textes - et d'autres qui suivront bientôt -, revenir au point de la scission, donner le matériel qui permette de voir comment les thèses de l'anarchie présentaient et présentent une réelle alternative d'analyse, alternative qui fut et reste combattue par *tous* les partis établis pour son potentiel révolutionnaire... ceux-ci préférant continuer à béquiller ce monde croulant dont ils profitent si bien.

L'éditeur

NOTES

1. Lettre manuscrite de Pierre Kropotkine à Henri Pindy - fils du communard Jean-Louis Pindy - datée du 30 décembre 1904. - Bibliothèque de La Chaux-de-Fonds, no MS 40/1 feuillet.
2. On consultera avec profit :
FRANCOIS KOHLER
La genèse et les débuts du parti socialiste dans le Jura bernois. 1864 -1922, Actes ASJE 1969, Porrentruy, p.149-123.
CHARLES THOMANN
Le mouvement anarchiste dans les montagnes neuchâtelaises et le Jura bernois. 243p. Imprimerie des coopératives réunies, La Chaux-de-Fonds, 1947.
3. Société de boulangerie.- Notice historique à l'occasion du jubilaire, 34 p. Saint-Imier, 1897.
4. La Première internationale et le Jura, colloque du cercle d'études historiques de l'Émulation jurassienne, 5.2.1972. - Actes ASJE 1971-72
5. MARIANNE ENCKELL
La Fédération jurassienne, 147p.- La Cité, Lausanne 1971
6. Voir page 15
7. Cité par JAMES GUILLAUME in
L'internationale, documents et souvenirs, Lettre de Bakounine à Ogaref. vol. 2, 3ème partie, p. 141.- Editions Grounauer, Genève 1980.
8. id.. point 7, p.146-147.
9. PIERRE KROPOTKINE
Mémoires d'un révolutionnaire, p.295.-éditions Scala, Paris 1989.
10. id. point 7, p.151.
11. Voir par exemple : Jean-Louis Pindy, brochure de CHARLES THOMANN, La Chaux-de-Fonds, 1951.
12. Pour une vision d'ensemble, voir l'ouvrage récent de MARIO VUILLEUMIER, Horlogers de l'anarchisme, 340 p.- Payot, Lausanne 1988.

MANIFESTE ADRESSÉ AUX OUVRIERS DU VALLON DE SAINT-IMIER.

Ce *manifeste* dont la rédaction fut confiée à ADHÉMAR SCHWITZGUÉBEL a été imprimé à Neuchâtel, imprimerie G. Guillaume fils, en février 1870, et vendu pour le prix de 10 centimes. - Son origine est expliquée par une correspondance datée du Val de Saint-Imier, 2 novembre 1869, et adressée à l'ÉGALITÉ, journal de l'Association internationale des travailleurs de la Suisse romande, paraissant à Genève : *Il se manifeste depuis quelque temps un mouvement très réjouissant dans le sein de la classe ouvrière de notre Vallon. On commence de toutes parts à s'occuper sérieusement des questions sociales, de la nécessité d'une organisation ouvrière, du rôle présent et à venir de l'Internationale ; il y a de violentes attaques, de chaleureuses défenses, en un mot il y a de la vie. Un groupe d'ouvriers de Saint-Imier a convoqué pour le 31 octobre une assemblée populaire qui a eu lieu à Saint-Imier, et dont le but principal était l'organisation ouvrière. On a fait ressortir la nécessité de fonder dans chaque métier une société de résistance et de compléter la Fédération ouvrière du Vallon au moyen de l'adhésion de toutes les sociétés de métier. Une commission a été chargée de la rédaction d'un Manifeste à adresser aux ouvriers ; ensuite elle provoquera, dans les parties où il n'y en a point, la fondation d'une société de métier.* (6 novembre 1869).

Le texte en a été repris dans un ouvrage élaboré par James Guillaume en hommage à son ami : QUELQUES ÉCRITS, ADHÉMAR SCHWITZGUÉBEL - Stock, Paris, 1908.

Citoyens,

L'un des faits les plus réjouissants et les plus significatifs de notre époque, c'est la participation toujours plus active des classes ouvrières à tout ce qui se rattache au bien-être moral et matériel des peuples.

Les grèves, qui se multiplient chaque jour davantage et qui ont fait, dans le Jura, leur apparition d'une manière éclatante, contraignent pour ainsi dire les populations à s'occuper de cette question tant redoutée qu'on appelle la *Question sociale*. Chacun se préoccupe de trouver un remède ou un palliatif : quelques-uns n'aboutissent qu'à proposer des remèdes empiriques, mais tous semblent prévoir qu'il faut une solution nouvelle aux problèmes économiques posés universellement par les ouvriers.

Pour favoriser ce courant d'idées et provoquer une discussion publique sur la situation actuelle, quelques ouvriers prirent l'initiative d'une assemblée qui eut lieu le 31 octobre 1869 à Saint-Imier, et où, après une discussion approfondie, on nomma une commission chargée de la rédaction d'un Manifeste à adresser aux ouvriers, pour exposer aussi brièvement que possible la posi-

tion faite aux ouvriers et les moyens aboutissant le mieux à une organisation générale qui puisse sauvegarder leurs intérêts communs.

C'est le travail dont nous avons été chargés que nous publions aujourd'hui.

Pour déterminer nettement la position faite à la classe ouvrière, il faut nécessairement que nous étudions d'abord les rapports existants entre le travail et le capital, et ensuite les conditions où est l'industrie dominante dans nos contrées : l'horlogerie.

Si nous devons ici faire un cours de ce que l'on pourrait appeler "l'histoire de l'économie politique et sociale", nous pourrions établir d'une manière positive comment l'homme, après y avoir été poussé par le besoin, a transformé la matière en instruments de travail et s'est ainsi créé *un capital* ; comment, par le fait de l'appropriation individuelle du sol et des matières premières, une partie des hommes, plus intelligents, plus rusés, plus forts que les autres, arrivèrent par l'astuce et la violence à asservir leurs semblables afin de les faire travailler à leur profit ; d'où il résulta que le capital social, composé du sol, des forces économiques naturelles et du travail accumulé des esclaves, devint la propriété exclusive d'une minorité qui, n'ayant rien produit, n'y avait aucun droit.

Une fois la société divisée en deux classes, l'exploitation de l'homme par l'homme devint une loi sociale, et toutes les institutions que l'on

établit en vue de protéger l'ordre social aboutissent à consolider un état de choses qui, faux par sa base, n'était que le résultat d'une grande iniquité. Les révolutions que nous voyons apparaître à travers l'histoire de l'humanité, comme autant de protestations du droit naturel contre le fait du despotisme, n'ont guère changé que les mots : l'esclave est devenu serf ; le serf, salarié ; c'est que, dans un édifice reposant sur des fondements mauvais, il ne suffit pas de réparer le sommet pour tout améliorer, il faut s'attaquer à la base elle-même. A partir des premières années de ce siècle, le socialisme commence à rechercher et à dévoiler la cause de tous les abus ; peu à peu, les masses populaires s'emparent de la pensée nouvelle, et aujourd'hui le monde ouvrier s'affirme en face du monde privilégié : le Travail veut briser toutes ses chaînes.

Le Travail est-il réellement aujourd'hui l'esclave du capital, ou bien le salarié est-il libre vis-à-vis du capitaliste ? - La possession du capital étant de fait un privilège, et le travail humain, à moins de recommencer cette lutte longue et pénible qu'il livra et livre encore à la matière, ayant besoin, pour être fécondé, du capital, c'est-à-dire du travail d'hier, il s'ensuit logiquement que celui qui n'a que son travail est l'esclave de celui qui possède ; et toutes les constitutions politiques qui garantissent la liberté individuelle ne peuvent rien contre ce fait économique : celui qui n'a rien doit vendre son travail à celui qui peut le faire fructifier. Ce n'est que lorsque le capital, devenu la propriété collective des travailleurs

associés, ne sera plus un privilège pour personne, que la liberté sera un fait réel. On nous objectera que l'ouvrier, en livrant son travail, peut en marchander le prix, et, si les conditions qu'on lui offre ne lui conviennent pas, refuser ses services : erreur ! Le capital, étant le seigneur tout-puissant, fait partout la loi sur le marché général ; la nécessité oblige le travailleur à accepter les conditions qui lui sont offertes, autrement il a la liberté... de mourir de faim.

De la position qu'occupent le travail et le capital, il résulte que les détenteurs des capitaux, soit qu'ils les prêtent ou qu'ils les fassent fructifier eux-mêmes, réclament, pour les services que leurs capitaux rendent à la production générale, une rente quelconque leur permettant d'accumuler à leur profit les richesses dues aux efforts combinés du travail et du capital, et de vivre ainsi dans une oisiveté plus ou moins complète, ce qui est contraire à ce principe de justice économique : puisque chacun consomme, chacun doit aussi produire. Ainsi les travailleurs, après avoir constitué ces capitaux, doivent encore en payer la rente, de sorte qu'ils n'ont qu'une partie des fruits de leur travail, qu'on appelle salaire, et que le reste va, sous les noms de bénéfices, dividendes, intérêts, etc., grossir la poche de ceux qui font travailler.

Qui est-ce qui détermine la part revenant au travail, à l'ouvrier, au salarié, et celle revenant au capitaliste, à l'entrepreneur, au fabricant, au patron ? - Les économistes répondent : C'est la loi de l'offre et de la demande, contre laquelle il est

inutile de se révolter puisqu'elle est une loi naturelle. Nous acceptons cette réponse, mais avec la réserve suivante : comme ce sont les capitalistes qui ont entre les mains toute la puissance sociale, ce sont eux qui règlent l'offre et la demande, de sorte que les travailleurs doivent nécessairement subir la loi du plus fort ; c'est donc en définitive le capital qui fixe le prix du travail, qui détermine les salaires.

Telle est la position générale qui est faite aux classes ouvrières : en disant que le travail est l'esclave du capital, nous sommes dans le vrai.

Examinons un instant la position particulière de l'industrie horlogère ; si nous nous y arrêtons spécialement, quoique ce Manifeste s'adresse aux ouvriers de tous les métiers, c'est que du degré de prospérité ou de décadence de l'horlogerie dépend en grande partie le bien-être ou le malaise des populations de nos districts. Nous ne pouvons entreprendre, dans ce travail, l'histoire de l'industrie horlogère dans nos montagnes ; mais un simple raisonnement nous démontre que plus elle occupait de bras, plus elle rendait nécessaire l'introduction de nouvelles industries, augmentait le cercle de l'activité industrielle et commerciale, et devenait ainsi une source de prospérité générale.

L'horlogerie a eu, pendant un temps, une période comme peut-être aucune industrie n'en aura jamais. Ses produits, recherchés partout comme objets de luxe et d'utilité, n'alimentaient

pas encore la spéculation mercantile ; les relations entre le capital et le travail n'avaient pas ce cachet d'antagonisme qu'elles ont, en général, dans l'état social actuel ; ayant besoin l'un de l'autre, le capital et le travail traitaient d'égal à égal, et la condition moyenne des fabricants n'était guère plus à envier que celle des ouvriers ; les moeurs étaient l'image des conditions économiques, tout le monde était ami. Mais il devait arriver à l'horlogerie ce qui est arrivé ou arrivera à toute industrie occupant peu de bras et n'utilisant aucune machine. Voici en effet ce qui se passe : si ses produits sont utiles et nécessaires, l'industrie impose les conditions qui lui conviennent sur le marché général, d'où découlent logiquement une rétribution élevée et des conditions de vie très faciles pour tous les employés à la dite industrie ; et ces conditions avantageuses sont précisément la cause qu'à un moment donné, alors qu'elles sont généralement connues, les bras viennent s'offrir en grand nombre dans l'industrie prospère.

Si nous vivions sous un système d'équilibre économique, c'est-à-dire qu'au moyen d'une organisation du travail on pût constamment établir une statistique sur les conditions des différentes industries, sur l'offre et la demande, l'état prospère d'une industrie n'entraînerait jamais aucun danger pour son avenir, puisque tous seraient au courant des besoins de la consommation, du nombre des bras déjà employés dans la production, et sauraient, par conséquent, s'il est réellement avantageux de porter son activité de

ce côté ; mais dans l'état d'anarchie industrielle où nous sommes, chacun croit trouver son profit dans une surabondance de bras. Les fabricants calculent qu'en occupant un plus grand nombre d'employés, et en livrant à la circulation d'autant plus de produits, ils augmenteront le chiffre de leurs bénéfices ; c'est ce qui arrive pour quelque temps, en effet ; mais les produits dépassent bientôt les besoins de la consommation, qui impose alors aux fabricants les conditions qui lui plaisent. Les travailleurs, croyant arriver à une meilleure condition, s'étaient jetés en masse dans l'industrie qui offrait des salaires supérieurs, mais bientôt la concurrence les oblige à baisser les prix ; une partie d'entre eux s'en vont ensuite porter leur industrie dans des contrées où les conditions de la vie sont plus faciles, et achèvent ainsi de lui enlever les derniers restes de sa prospérité passée. Tombée à ce point, une industrie ne se soutient plus qu'en produisant en vue de la spéculation, et c'est en inondant le marché général de produits inférieurs qu'on cherche à réédifier les fortunes menacées ; dans ces conditions-là il suffit d'une crise politique, de quelques mauvaises spéculations, pour plonger dans une misère complète des populations entières.

Cette double phase de progrès et de décadence, peu d'industries l'ont si profondément ressentie que l'horlogerie, et la longue crise que nous avons dû subir ces dernières années pourrait être aussi l'histoire de toutes les souffrances qu'entraînent après eux ces bouleversements industriels. L'histoire particulière de chaque

famille, de chaque individu, est assez présente à la mémoire de tous pour qu'il devienne inutile d'insister sur les conséquences qui résultèrent, pour le pays, de la crise horlogère, que presque tous considèrent comme terminée. Le travail abonde, les prix tendent à se relever, les positions financières s'améliorent insensiblement, le courage moral paraît renaître dans les coeurs ; l'on semble oublier le passé et se soucier peu de l'avenir.

Notre industrie est-elle réellement rentrée dans un état normal ? l'abondance du présent est-elle bien assurée ? sommes-nous certains de l'avenir ? - Tant que l'équilibre entre la production et la consommation n'est pas établi, une industrie n'est pas dans un état normal ; ce sont les spéculations financières et mercantiles qui nous procurent aujourd'hui une surabondance de travail ; demain le caprice d'un souverain peut arrêter court les transactions commerciales et paralyser l'industrie ; dès lors quelles garanties avons-nous pour notre existence ?

Nous oublions trop facilement le passé, revenons-y.

A l'époque où commença la crise, si de vastes associations ouvrières eussent existé, la position ne serait jamais devenue aussi critique, et une résistance sérieuse eût pu être opposée à l'introduction d'un trop grand nombre d'apprentis, à l'avilissement des salaires, aux différents modes de paiement qui ont exercé une funeste influence sur l'industrie. Mais les choses étant comme elles étaient, de quel droit, par exemple, faisons-nous

un crime à un père de famille d'avoir préféré nourrir ses enfants avec les fruits d'un travail moins rémunéré, plutôt que de les laisser mourir de faim ? Il eût fallu pouvoir dire à chaque ouvrier : tiens, voilà pour nourrir ta famille, mais n'accepte pas des conditions désastreuses pour notre avenir commun.

Le passé de notre industrie est plein de précieux enseignements dont nous devons absolument profiter. L'histoire particulière de l'horlogerie, comme la position générale faite aux classes ouvrières par le capital, commandent impérieusement une prompt organisation.

Il y a longtemps que les ouvriers des pays les plus industriels ont compris qu'une pareille position pouvait être modifiée, si les travailleurs s'unissaient et opposaient aux prétentions des patrons, des fabricants, des entrepreneurs, des capitalistes, des spéculateurs, la puissance de l'association. Ce qui, en définitive, fait la force des détenteurs des capitaux, c'est que le capital, représentant une chose, peut être consommé ou échangé contre des objets consommables ; qu'étant concentré en plus ou moins grande quantité dans une seule main, celui qui le possède a toujours une ressource et peut, au besoin, du moins pendant un certain temps, ne pas livrer ses capitaux au travail, tandis que celui-ci, représentant une personne, - l'ouvrier prolétaire, - doit toujours se livrer afin de sauvegarder son existence. Que les ouvriers se concertent entre eux, et les prétentions des privilégiés rencontrent déjà

une opposition ; qu'ils constituent des caisses communes, et les patrons se trouvent en présence, non pas d'une puissance égale à la leur, mais d'une force déjà respectable cependant. Il a été constaté qu'un seul travailleur ne peut rien contre les forces centralisées du capital ; or, en s'unissant tous, il est évident que les travailleurs contrebalanceront les conséquences de l'isolement : ceci n'est pas seulement une affirmation théorique, mais des faits pratiques nous confirment dans cette manière de voir.

Dans toutes les industries, dans tous les pays, les patrons, grands et petits, comprenant que les travailleurs isolés n'avaient aucune puissance de résistance, tendent à une baisse continue des salaires, soit qu'ils y soient poussés par les besoins d'une concurrence qui s'exerce au détriment du travail, soit que, désireux de s'enrichir toujours davantage, ils ne trouvent rien de mieux que d'assouvir leur cupidité en exploitant de plus en plus leurs salariés. L'accroissement du paupérisme a sa principale source dans ce fait. L'extrême misère a fait germer dans la tête des prolétaires l'idée d'association, et c'est l'état misérable des populations ouvrières qui a donné naissance à une organisation créée dans le but de solidariser et de défendre les intérêts communs. Ne cherchons donc plus l'origine des associations ouvrières dans le cerveau exalté de quelque grand bienfaiteur de l'humanité, ni même dans la propagande socialiste, car on a vu de grandes associations prospérer et se développer avant que le socialisme ne fût annoncé aux masses, et

si, aujourd'hui, les associations tendent à se généraliser, c'est que la nécessité oblige les ouvriers à profiter des enseignements socialistes.

Toutes les formes d'association sont-elles aptes à sauvegarder les intérêts du travail et à contrebalancer la puissance d'exploitation du capital ?

Nous n'avons pas à nous occuper, dans ce travail, des sociétés coopératives, qui nécessiteraient une étude spéciale très étendue, pour la raison bien simple que, dans les conditions économiques actuelles, elles ne peuvent exercer qu'une influence très restreinte sur la position sociale du prolétariat, et que nous devons rechercher un mode d'organisation embrassant les intérêts de tous les travailleurs salariés. Nous ne nous arrêterons pas davantage, d'une manière étendue, sur les sociétés de secours mutuels pour cas de maladie, parce qu'elles ne peuvent avoir aucune influence sur les relations entre le travail et le capital. Est-ce à dire que nous les condamnons ? Nullement, puisque d'abord elles sont un excellent moyen de constituer un capital social ; qu'elles établissent une certaine solidarité entre les membres qui les composent ; qu'elles peuvent être un palliatif très efficace pour remédier à certaines misères résultant d'une trop longue maladie. Mais c'est là tout leur mérite : oeuvres essentiellement philanthropiques, elle ne peuvent produire que ce qu'a produit la philanthropie elle-même, éterniser la misère en se bornant à la soulager.

La forme d'association que nous devons étudier essentiellement, c'est la *caisse de résistance*.

La question des caisses de résistance préoccupe vivement ceux qui étudient la question sociale, et intéresse au plus haut degré la classe ouvrière, non seulement par l'influence qu'elles exercent sur la position actuelle des salariés, mais aussi par le rôle qu'elles sont appelées à remplir dans l'avenir.

Qu'est-ce que la société de résistance ?

C'est cette forme de l'association par laquelle les ouvriers créent un capital en vue du maintien des salaires, ou plutôt en vue de résister collectivement aux exigences du patronat et du capital, et d'opérer toutes les améliorations que réclame leur position de salariés.

D'où viennent les sociétés de résistance ?

Elles sont nées partout où la misère a poussé les ouvriers à rechercher les moyens de l'atténuer. A l'union pure et simple des coeurs, les ouvriers ont ajouté l'union des intérêts, en cela plus pratiques et plus sages que maints philosophes qui veulent absolument tout réformer par le simple sentiment. La première forme de l'union des intérêts s'est manifestée par la société de secours mutuels ; mais si l'ouvrier était secouru en cas de maladie, son travail ne se trouvait protégé en aucune façon, et son salaire se réduisait peu à peu à des proportions tellement minimes, qu'il lui devenait impossible de vivre dans des conditions normales, tandis que les chefs industriels s'enrichissaient et devenaient de plus en plus exigeants. Alors, réduits à l'extrémité, les ouvriers, dans les pays où l'industrialisme s'est le mieux développé, où les relations entre le

capital et le travail, entre le patronat et les ouvriers, se sont le mieux accentuées, ont répondu, à la guerre économique que leur faisaient les patrons, par la défense énergique de leurs droits à l'existence.

La grève, ce fruit, non pas des caprices ouvriers, des intrigues des associations, mais d'un état de choses basé sur l'antagonisme des forces économiques, faisait son apparition et obligeait souvent le patronat à compter avec les ouvriers. Mais des luttes stériles apprirent bientôt aux ouvriers qu'il fallait, de même qu'une armée n'entre pas en campagne sans s'y préparer, s'organiser en vue des grèves ; cette nécessité d'organisation se fit surtout sentir alors qu'après avoir réussi à obtenir des patrons quelques améliorations, les ouvriers reperdaient bientôt les fruits de ces luttes pénibles, faute de pouvoir se défendre contre des empiètements nouveaux. C'est que, de même que le capital fait une guerre continuelle au travail, afin de lui extorquer tout ce qu'il peut, de même les capitalistes se font la guerre sur le marché général, parce que le capital tend logiquement, dans une société individualiste, à se concentrer toujours davantage en quelques mains : pour cela, le grand capital doit manger le petit, et cette concurrence se fait au détriment du travail, qui doit tout payer.

Les sociétés de résistance, au lieu d'être les instigatrices des grèves, en sont donc simplement la conséquence logique.

Toutes les déclamations ont été faites par les doctrinaires, économistes bourgeois et autres, contre la grève, *cette plaie sociale qui démoralise l'ouvrier, aigrit les relations entre patrons et employés et en fait des ennemis alors qu'ils devraient être comme père et fils*, etc. Nous n'avons pas à réfuter ici ces tirades sentimentales de gens intéressés à conserver l'ordre de choses actuel ; ce que nous devons faire, nous ouvriers, c'est de rechercher si le droit de grève doit exister pour nous, si la grève est une conséquence de l'état de guerre économique dans lequel nous vivons, et, enfin, si elle peut apporter quelques soulagements à notre position.

Personne n'a jamais contesté à un patron le droit de donner congé à un ouvrier ne remplissant pas les conditions qu'il en attendait. Chacun admet qu'un patron a le droit de chercher à réaliser le plus de bénéfices possibles, et qu'il peut refuser du travail à un ouvrier qu'il sait ne pas pouvoir lui en procurer assez ; en un mot, on accorde parfaitement au patron le droit de grève vis-à-vis de l'ouvrier ; mais comme nous vivons dans une société où la logique et la justice sont deux choses peu observées, ce droit qu'on accorde aux patrons, on le refuse aux ouvriers ; un ouvrier refusant d'accepter du travail à des conditions qui ne lui conviennent pas est un mauvais sujet ; s'il se met en grève, c'est un anarchiste ; si un certain nombre d'ouvriers se coalisent et cessent de travailler, le législateur a prévu le cas et, tout soucieux des intérêts bourgeois, interdit aux ouvriers le droit de coalition. Nous qui

aimons les positions franches, et acceptons l'état actuel parce que nous y sommes contraints, nous disons : un patron doit avoir le droit de refuser du travail à un ouvrier qui ne lui convient pas, mais un ouvrier doit également avoir le droit de refuser des conditions de travail que son intérêt lui commande de ne pas accepter ; d'où il résulte que des ouvriers se coalisant pour résister, par la grève, à des prétentions injustes ou pour réclamer les améliorations qu'ils jugent nécessaires, agissent d'après un droit incontestable.

La grève est-elle une conséquence de l'état économique dans lequel nous vivons ? - De l'antagonisme existant entre le capital et le travail, il résulte que tous deux cherchent, chacun de son côté, à avoir la plus grande part dans les résultats de la production obtenue par leur concours commun, d'où une guerre continuelle entre ces deux facteurs de la richesse sociale. La grève, éclatant, soit de la part des travailleurs, soit de la part des capitalistes, n'est que le résultat des relations entre le capital et le travail : que ces deux éléments soient unis, par le renoncement du travail d'hier, c'est-à-dire du capital, à prélever une part quelconque sur le travail d'aujourd'hui, et la grève disparaît de la société, comme la guerre politique disparaîtra par la fédération des peuples débarrassés de tous les tyrans et exploités. Jusque-là, nous devons accepter la grève comme la dernière protestation du travailleur salarié contre le patronat et le capital.

La grève peut-elle apporter quelques soulagements à notre position ? Toutes les améliora-

tions obtenues par la grève n'ont jamais eu d'effets durables, disent les économistes politiques, parce que les patrons sauront toujours profiter d'un moment favorable pour reprendre aux ouvriers ce qu'ils avaient dû leur concéder précédemment ; et, en outre, lorsque les salaires s'élèveraient dans toutes les industries, les ouvriers devraient rembourser, sur le prix des objets de consommation, ce qu'ils auraient obtenu par l'élévation des salaires. - Mais, en se mettant en grève, un corps de métier ne calcule pas, et, avec l'organisation aujourd'hui très incomplète de la classe ouvrière, ne peut pas calculer toutes les probabilités qui résulteront de la grève ; il agit d'après les nécessités du moment, parce que les patrons n'ont pas voulu faire droit aux réclamations collectives des ouvriers. Que la grève réussisse, il y a évidemment augmentation immédiate de bien-être pour l'ouvrier, et c'est là son but ; si elle échoue, il y a perte considérable pour toutes les parties intéressées. Mais dans les deux cas, une grève aboutit généralement à une organisation plus solide des ouvriers, ce qui leur permet dès lors de contrebalancer mieux l'influence et les exigences du patronat ; quand à prétendre qu'une augmentation des salaires, dans un métier, n'améliorerait en rien la position des ouvriers, parce que les salaires s'élèveraient bientôt dans toutes les autres industries, les économistes oublient que le travail n'est pas le seul élément qui fait aujourd'hui la valeur d'un produit, mais que le capital, représenté par la féodalité industrielle et mercantile, a souvent des exigences

dépassant de beaucoup celles du travail ; pour que les ouvriers puissent élever les salaires dans toutes ces professions d'une manière à peu près égale, il faudrait que tous les corps de métier fussent puissamment organisés, et alors, au lieu de continuer une lutte éternelle avec le capital, ils pourraient en supprimer radicalement tous les privilèges.

Nous reconnaissons parfaitement que la grève n'est pas un moyen bien efficace d'améliorer la position du prolétariat, mais c'est le seul moyen qu'il possède de se faire rendre justice, lorsque le patronat a des exigences compromettantes pour l'existence des ouvriers. On peut d'ailleurs parer aux effets funestes des grèves par une organisation ouvrière qui rende ces effets impossibles : c'est ce dont nous allons nous occuper.

Nous avons vu que les associations ouvrières sont nées de la nécessité où était le travail de se défendre contre les empiètements du capital ; il faut rechercher quel est le meilleur mode d'organisation. La société de résistance, ayant pour but la sauvegarde des intérêts ouvriers, s'organise entre les individus d'un même métier habitant la même localité ou un groupe de localités rapprochées ; comme tous les ouvriers de la même corporation ont des intérêts identiques, quels que soient la localité ou le pays qu'ils habitent, et que, pour défendre leurs intérêts professionnels communs, ils doivent continuellement se renseigner mutuellement, les sociétés d'un même métier

se fédèrent entre elles, par région, puis internationalement. D'un autre côté, tous les ouvriers habitant la même localité, quelle que soit la profession qu'ils exercent, ont aussi des intérêts communs à sauvegarder : constituer la fédération locale des associations ouvrières, tel est le moyen de répondre à ce besoin d'union locale et de donner une nouvelle force aux efforts des différents corps de métier. Ce qui est une nécessité pour la localité, l'est aussi pour le pays, pour le monde civilisé ; pour sauvegarder les intérêts généraux du prolétariat, il faut la fédération d'abord régionale, puis internationale, des sociétés de résistance ; dès lors nous pouvons opposer l'organisation universelle du travail au capital centralisé entre les mains d'une aristocratie financière qui, elle aussi, opère internationalement.

Cette organisation des caisses de résistance, qui est loin d'être un fait actuellement, mais vers laquelle tendent les efforts de tous les ouvriers sérieux, n'est pas seulement une nécessité par le fait de la misère des populations ouvrières, mais elle est aussi la conséquence logique du développement économique de notre époque, et la seule condition possible du succès général. Une corporation isolée pouvait parfaitement lutter contre quelques petits patrons, n'ayant que leurs faibles ressources financières ; mais, ensuite de l'introduction des machines, de la division du travail, de la centralisation des capitaux, la grande industrie se substitue peu à peu à la petite, les patrons deviennent de grands capitalistes-entrepreneurs, constituent des compagnies financières qui acca-

parent tout : industrie, mines, commerce, banques, circulation, et même les gouvernements. Dès lors la société de résistance isolée n'a plus aucune force d'action devant la nouvelle puissance ; mais à un fait on peut opposer un autre fait : les sociétés de résistance d'une même localité, en se fédérant, créent une puissance capable de lutter contre les exigences des patrons. Ceux-ci alors font appel à leurs compatriotes, pratiquent la solidarité nationale, et, la corruption aidant, on transporte, en cas de grève, les ouvriers d'une localité à l'autre pour remplacer les grévistes : l'union nationale ou régionale des caisses de résistance devient alors d'une absolue nécessité. Le combat se poursuit plus loin : le capital abdique la patrie, opère sur le terrain international, s'empare du marché général, et, grâce aux moyens financiers et de circulation dont le capital dispose, les efforts des fédérations nationales se trouvent de nouveau paralysés. Internationaliser le travail, solidariser tous les intérêts ouvriers, former la fédération universelle des travailleurs, tel est le moyen de lutter avec efficacité contre le capital monopolisé.

L'Association internationale des travailleurs, en répondant à ce nouveau besoin, n'a pas été créée en vue de l'agitation socialiste, comme on le prétend généralement, mais elle n'est que le résultat du développement économique de ce siècle ; si elle doit rechercher, dans l'expérience du passé et les événements de chaque jour, les moyens de défendre, dans les conditions actuel-

les, les droits du travailleur, elle doit aussi rechercher, dans le socialisme scientifique, les moyens de mettre fin à toute exploitation de l'homme par l'homme et d'établir le règne de la justice sociale. Nous ne voulons pas défendre ici l'Internationale contre toutes les attaques dirigées contre elle ; nous croyons avoir suffisamment démontré que ce n'est que par l'union internationale des travailleurs que ceux-ci pourront contrebalancer les effets de l'union internationale des capitalistes ; nous ne pouvons que conseiller à toutes les associations ouvrières d'y adhérer le plus tôt possible, et de ne pas attendre que la nécessité les y contraigne.

Il existe, à l'égard de l'Internationale, un préjugé très répandu et qui peut nuire considérablement à la cause ouvrière : suivant l'idée que s'en font encore beaucoup d'ouvriers, l'Internationale serait une Providence bienfaitrice pour les ouvriers, elle n'aurait qu'à puiser dans ses caisses et répandre à profusion les ressources nécessaires pour alimenter les grèves, etc. Non ! l'Internationale n'est pas une puissance abstraite, elle n'a pas de coffres-forts garnis, mais elle est la résultante des forces et des ressources combinées des associations ouvrières fédérées internationalement. Plus les ouvriers y adhéreront en masse, et plus elle acquerra de puissance, plus l'organisation, la combinaison des forces économiques et sociales qu'elle contient sera facilitée pour le bien de tous.

Il nous reste à examiner quels résultats nous

pouvons obtenir, au moyen de l'organisation fédérative des associations ouvrières.

Les ouvriers, une fois organisés de la sorte, peuvent réclamer toutes les améliorations qu'ils jugeront nécessaires, le patronat devant rendre justice en présence de l'universalité des travailleurs, puisque, en refusant collectivement leur travail, ceux-ci enlèvent au capital sa valeur et sa puissance, à moins qu'il ne représente des objets immédiatement consommables.

Les ouvriers seraient d'autant plus certains de triompher toujours dans leurs revendications que, au moyen d'une organisation fédérative, ils pourraient être constamment au courant de tout ce qui se rattache à leur industrie particulière, avoir tous les renseignements possibles sur l'offre et la demande, sur le taux des salaires et le chiffre des heures de travail, sur le nombre d'ouvriers et d'apprentis employés dans les différentes localités, sur les ressources dont peuvent disposer les sociétés fédérées ; et, alors qu'un corps de métier croirait devoir réclamer une amélioration quelconque, avec tous ces renseignements il pourrait toujours choisir le moment où il serait sûr de réussir ; ajoutons que ce serait aussi le meilleur moyen de supprimer les grèves, sans pour cela sacrifier les droits et les intérêts des ouvriers.

Les améliorations à obtenir actuellement pourraient être les suivantes :

1. Opposition à la baisse des salaires et tendance à leur élévation graduelle. Arrivés à un certain degré, les corps de métier s'en tiendront

là, parce que toute tendance à élever outre mesure les salaires compromettrait les résultats acquis ; les professions les moins favorisées, aidées par les autres, pourront alors travailler à élever leurs prix jusqu'au niveau des métiers privilégiés ;

2. La réduction des heures de travail est aussi l'un des points principaux dont peuvent s'occuper avec succès les sociétés de résistance fédérées : tant que l'ouvrier devra toutes ses forces, tout son temps, toutes ses facultés au travail manuel, il ne sera qu'une machine humaine ; il faut absolument, pour que l'ouvrier puisse remplir ses devoirs sociaux, qu'il ait le temps nécessaire à consacrer au développement de ses facultés intellectuelles ;

3. La question de la fixation du nombre des apprentis peut être résolue scientifiquement par les sociétés fédérées, et cela non pas au moyen de décrets tyranniques, empêchant aux jeunes gens l'apprentissage d'un métier et violant la liberté du travail, mais au moyen de statistiques générales sur la position et les besoins des différentes industries ;

4. L'introduction des machines, qui a eu lieu, jusqu'à ce jour, sans aucun égard pour la position des ouvriers, peut aussi être réglée, au moyen des caisses de résistance, de manière à sauvegarder les intérêts de tous. Il en est de même pour ce qui concerne l'hygiène dans les ateliers et les manufactures ;

5. Le travail des femmes, qui, aujourd'hui, fait une concurrence désastreuse à celui de l'homme,

peut être relevé, au moyen de l'association ; nous ne pouvons, sans une injustice criante, sans une immoralité profonde, interdire à la femme le droit au travail, mais nous devons, sous peine de rendre inutiles nos efforts, travailler à ce que l'exercice de ce droit ne soit plus un danger pour nous, mais au contraire un gage certain de moralisation générale ;

6. Les associations coopératives de production peuvent s'organiser dans le sein des sociétés de résistance, sans qu'elles tendent à reconstituer un patronat collectif ; elles peuvent même, ainsi organisées, devenir un moyen d'augmenter la force d'action des entreprises plus générales, qui exercent une influence sur l'ensemble du prolétariat. Telles sont les questions actuellement pratiques dont pourront s'occuper avec succès les associations ouvrières fédérées.

Citoyens !

Notre tâche est terminée : nous croyons avoir suffisamment démontré la nécessité d'une organisation ouvrière, les moyens pratiques pour que cette organisation serve réellement nos intérêts communs et particuliers ; il nous reste à vous engager à mettre sérieusement la main à l'oeuvre. La question sociale, aujourd'hui, domine toutes les autres, parce que c'est la question du pain : le monde bourgeois et privilégié ne peut la résoudre, par la raison qu'il croit à la parfaite légitimité de l'état de choses actuel ; la classe ouvrière seule

peut, par une étude complète de l'économie sociale, par une action suivie et générale, aboutir à une solution rationnelle. Ouvriers, ne comptons donc que sur nous-mêmes et organisons-nous, en vue de l'étude et de l'action communes.

Ouvriers horlogers ! Nous oublions les expériences du passé, nous ne nous préparons pas à subir de nouvelles crises ; les caprices d'une diplomatie intrigante, la découverte d'une machine et son introduction dans notre industrie, peuvent de nouveau produire une crise profonde, nous laissant sans travail ; comment alors résister aux conséquences de pareilles misères ? Songez-y bien, l'avenir n'est pas certain, tant que nous négligeons de sauvegarder notre existence au moyen d'une organisation générale. On ne fait rien de réellement pratique sans sacrifices pécuniaires : il faut donc profiter des époques où le travail ne manque pas, pour constituer les capitaux nécessaires à garantir l'existence de tous ; cette épargne que nous devons faire, dans l'intérêt commun, n'est pas un détournement des ressources de la famille, mais, au contraire, la seule condition possible qui permettra de vivre, en temps de crise, sans subir les angoisses de la misère. Pour que la pratique de la solidarité devienne une réalité, il faut des ressources financières que nous ne devons attendre que de nous-mêmes : que chacun apporte son obole à la caisse commune, et les droits de chaque travailleur seront toujours respectés.

Solidarité ! Oui, c'est en la pratiquant sur une grande échelle, dans toutes les circonstances de

la vie ouvrière, que nous parviendrons à opposer, à l'ambition bourgeoise et capitaliste, une puissance capable de défendre avec succès les droits et la vie du travailleur. Malheureusement l'esprit de solidarité n'anime pas encore assez la classe ouvrière, et, si tous ne se réveillent promptement à cette vie nouvelle, le triomphe complet de la cause du travail sera d'autant plus retardé. Pour que la pratique de la solidarité porte tous ses fruits, il faut la régulariser, il faut une organisation ouvrière qui nous garantisse un appui énergique dans des cas bien déterminés, et aboutissant toujours au résultat voulu. Si les échecs que nous signale l'histoire contemporaine du mouvement social sont, en partie, dus au défaut d'une solidarité suffisante, on peut certainement en mettre une bonne part sur le compte du manque d'une organisation sérieuse. Que nous réclamions toutes les améliorations que nécessite notre position : c'est notre droit ! Que nous nous organisions puissamment de manière à toujours triompher dans nos revendications : c'est notre devoir ! Les sacrifices de toutes sortes que nous sommes appelés à nous imposer doivent absolument aboutir à des résultats pratiques, autrement ils ne sont qu'une aggravation de notre position ; et le moment est venu, après une époque de tâtonnement, de se mettre partout sérieusement à l'oeuvre pour constituer la fédération universelle du travail associé contre le capital monopolisé. Que, dans toutes les professions, il se fonde une caisse de résistance ; que toutes les sociétés se fédèrent entre elles, par localité ou groupe de localités, par

région, et enfin internationalement ; que chaque métier constitue, au sein de la grande famille, une fédération particulière, et nous aurons une organisation puissante et satisfaisant complètement les intérêts des ouvriers.

Le travail est commencé, il faut le compléter : plusieurs professions sont déjà organisées, que les autres les imitent, viennent compléter et fortifier la fédération ouvrière du Vallon de Saint-Imier, et nous pourrons attendre, avec plus de confiance, les événements que pourrait nous réserver l'avenir.

La Commission ouvrière se met à la disposition de toutes les personnes désireuses de prendre l'initiative de la fondation de sociétés de métiers, pour tous les renseignements relatifs à l'organisation des sociétés ouvrières.

La Commission ouvrière nommée à l'assemblée du 31 octobre 1869 :

Cagnon, Emile.
Diacon, Adamir.
Eberhardt, Henri.
Flotron, Adolphe.
Gostely, Eugène.
Haemmerli, Arthur.
Méglin, Charles.
Rossel, Georges.
Schwitzguébel, Adhémar.

**TROIS CONFÉRENCES
FAITES AUX OUVRIERS
DU VAL DE SAINT-IMIER
MAI 1871**

Les TROIS CONFÉRENCES FAITES AUX OUVRIERS DU VAL DE SAINT-IMIER, ont fait l'objet d'une première publication par Max Nettlau dans la revue *Société Nouvelle*, à Bruxelles, (mars 1895 - p. 285-301, puis avril 1895 - p. 449-460), d'après une copie peu correcte d'Adhémar Schwitzguébel. La présente transcription basée sur le manuscrit original de Bakounine a été publiée par Champ Libre, Paris, pour L'Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis, Amsterdam, en 1979.

Le manuscrit, d'abord en possession de James Guillaume, se trouve aujourd'hui à la Bibliothèque Nationale, - N. acq. fr. 23690, ff 389-447. Ms de 59 pages.

* Les parenthèses dans le texte sont là pour indiquer des omissions et additifs qui figurent entre parenthèses dans les textes originaux.

PREMIÈRE CONFÉRENCE

Compagnons ¹,

Depuis la grande Révolution de 1789-1793, aucun des événements qui lui ont succédé, en Europe, n'a eu l'importance et la grandeur de ceux qui se déroulent à nos yeux, et dont Paris est aujourd'hui le théâtre.

Deux faits historiques, deux révolutions mémorables avaient constitué ce que nous appelons le monde moderne, le monde de la civilisation bourgeoise. L'une, connue sous le nom de Réformation, au commencement du seizième siècle, avait brisé la clef de voûte de l'édifice féodal, la toute-puissance de l'Eglise ; en détruisant cette puissance, elle prépara la ruine du pouvoir indépendant et quasi absolu des seigneurs féodaux, qui, bénis et protégés par l'Eglise, comme les rois et souvent même contre les rois, faisaient procéder leurs droits directement de la grâce divine ; et par là même elle donna un essor nouveau à l'émancipation de la classe bourgeoise, lentement préparée, à son tour, pendant

les deux siècles qui avaient précédé cette révolution religieuse, par le développement successif des libertés communales, et par celui du commerce et de l'industrie qui en avait été en même temps la condition et la conséquence nécessaire.

De cette révolution sortit une nouvelle puissance, non encore celle de la bourgeoisie, mais celle de l'Etat, monarchique, constitutionnel et aristocratique en Angleterre, monarchique, absolu, nobiliaire, militaire et bureaucratique sur tout le continent de l'Europe, moins deux petites républiques, la Suisse et les Pays-Bas.

Laissons, par politesse, ces deux républiques de côté, et occupons-nous des monarchies. Examinons les rapports des classes, leur situation politique et sociale après la Réformation.

A tout seigneur tout honneur, commençons donc par celle des prêtres ; et sous ce nom de prêtres je n'entends pas seulement ceux de l'Eglise catholique, mais aussi les ministres protestants, en un mot tous les individus qui vivent du culte divin et qui nous vendent le Bon Dieu tant en gros qu'en détail. Quant aux différences théologiques qui les séparent, elles sont si subtiles et en même temps si absurdes, que ce serait une vaine perte de temps que de s'en occuper.

Avant la Réformation, l'Eglise et les prêtres, le pape en tête, étaient les vrais seigneurs de la terre. D'après la doctrine de l'Eglise, les autorités temporelles de tous les pays, les monarques les plus puissants, les empereurs et les rois n'avaient de droits qu'autant que ces droits avaient été reconnus et consacrés par l'Eglise. On sait que les

deux derniers siècles du moyen âge furent occupés par la lutte de plus en plus passionnée et triomphante des souverains couronnés contre le pape, des Etats contre l'Eglise. La Réformation mit un terme à cette lutte, en proclamant l'indépendance des Etats. Le droit du souverain fut reconnu comme procédant immédiatement de Dieu, sans l'intervention du pape ni d'aucun autre prêtre, et naturellement, grâce à cette provenance toute céleste, il fut déclaré absolu. C'est ainsi que sur les ruines du despotisme₂ de l'Eglise fut élevé l'édifice du despotisme monarchique. L'Eglise, après avoir été le maître, devint la servante de l'Etat, un instrument du gouvernement entre les mains du monarque.

Elle prit cette attitude non seulement dans les pays protestants où, sans en excepter l'Angleterre et notamment par l'Eglise anglicane, le monarque fut déclaré le chef de l'Eglise, mais encore dans tous les pays catholiques, sans en excepter même l'Espagne. La puissance de l'Eglise romaine, brisée par les coups terribles que lui avait portés la Réforme, ne put se soutenir désormais par elle-même. Pour maintenir son existence, elle eut besoin de l'assistance des souverains temporels des Etats. Mais les souverains, on le sait, ne donnent jamais leur assistance pour rien. Ils n'ont jamais eu d'autre religion sincère, d'autre culte que ceux de leur puissance et de leurs finances, ces dernières étant en même temps le moyen et le but de la première. Donc, pour acheter le soutien des gouvernements monarchiques, l'Eglise devait leur prouver qu'elle était capable et dési-

reuse de les servir. Avant la Réformation, elle avait maintes fois soulevé les peuples contre les rois. Après la Réformation, elle devint dans tous les pays, sans excepter même la Suisse, l'alliée des gouvernements contre les peuples, une sorte de police noire, entre les mains des hommes d'Etat et des classes gouvernantes, se donnant pour mission de prêcher aux masses populaires la résignation, la patience, l'obéissance quand même, et le renoncement aux biens et aux jouissances de cette terre, que le peuple, disait-elle, doit abandonner aux heureux et aux puissants de la terre, afin de s'assurer pour lui-même les trésors célestes. Vous savez qu'encore aujourd'hui toutes les Eglises chrétiennes, catholique et protestante, continuent de prêcher dans ce sens. Heureusement, elles sont de moins en moins écoutées, et nous pouvons prévoir le moment où elles seront forcées de fermer leurs établissements faute de croyants, ou, ce qui veut dire la même chose, faute de dupes.

Voyons maintenant les transformations qui se sont effectuées dans la classe féodale, dans la noblesse, après la Réforme. Elle était demeurée la propriétaire privilégiée et à peu près exclusive de la terre, mais elle avait perdu toute son indépendance politique. Avant la Réforme elle avait été, comme l'Eglise, la rivale et l'ennemie de l'Etat. Après cette révolution elle en devint la servante, comme l'Eglise, et, comme elle, une servante privilégiée. Toutes les fonctions militaires et civiles de l'Etat, à l'exception des moins importantes, furent occupées par des nobles. Les cours des

grands et même des plus petits monarques de l'Europe en furent remplies. Les plus grands seigneurs féodaux, jadis si indépendants et si fiers, devinrent les valets titrés des souverains. Ils perdirent bien leur fierté et leur indépendance, mais ils conservèrent toute leur arrogance. On peut même dire qu'elle s'accrut, l'arrogance étant le vice privilégié des laquais. Bas, rampants, serviles en présence du souverain, ils n'en devinrent que plus insolents vis-à-vis des bourgeois et du peuple, qu'ils continuèrent de piller non plus en leur propre nom et de par le droit divin, mais avec la permission et au service de leurs maîtres, et sous le prétexte du plus grand bien de l'Etat.

Ce caractère et cette situation particulière de la noblesse se sont presque intégralement conservés, même de nos jours, en Allemagne, pays étrange et qui semble avoir le privilège de rêver les choses les plus belles, les plus nobles, pour ne réaliser que les plus honteuses et les plus infâmes. (A) preuve les barbaries ignobles, atroces, de la dernière guerre, la formation toute récente de cet affreux Empire knouto-germanique, qui est incontestablement une menace contre la liberté de tous les pays de l'Europe, un défi jeté à l'humanité tout entière par le despotisme brutal d'un empereur-sergent de ville et de guerre à la fois, et par la stupide insolence de sa canaille nobiliaire.

Par la Réformation, la bourgeoisie s'était vue complètement délivrée de la tyrannie et du pillage des seigneurs féodaux, en tant que bandits ou pillards indépendants et privés ; mais elle

se vit livrée à une nouvelle tyrannie et à un pillage nouveau, et désormais régularisés, sous le nom d'impôts ordinaires et extraordinaires de l'Etat, par ces mêmes seigneurs devenus des serviteurs, c'est-à-dire des brigands et des pillards légitimes, de l'Etat. Cette transition du pillage féodal au pillage beaucoup plus régulier et plus systématique de l'Etat parut d'abord satisfaire la classe moyenne. Il faut en conclure que ce fut d'abord pour elle un vrai allègement de sa situation économique et sociale. Mais l'appétit vient en mangeant, dit le proverbe. Les impôts des Etats, d'abord assez modestes, augmentèrent chaque année dans une proportion inquiétante, pas aussi formidable pourtant que dans les Etats monarchiques de nos jours. Les guerres, on peut dire incessantes, que ces Etats, devenus absolus, se firent sous le prétexte d'équilibre international, depuis la Réforme jusqu'à la Révolution de 1789 ; la nécessité d'entretenir de grandes armées permanentes, qui désormais étaient devenues la base principale de la conservation des Etats ; le luxe croissant des cours des souverains, qui s'étaient transformées en des orgies permanentes, et où la canaille nobiliaire, toute la valetaille titrée, chamarrée, venait mendier des pensions de ses maîtres ; la nécessité de nourrir toute cette foule privilégiée qui remplissait les plus hautes fonctions dans l'armée, dans la bureaucratie et dans la police, tout cela exigea d'énormes dépenses. Ces dépenses furent payées, naturellement, avant tout et d'abord par le peuple, mais aussi par la classe bourgeoise, qui, jusqu'à la Révolution, fut

aussi bien, sinon dans le même degré que le peuple, considérée comme une vache à lait, n'ayant d'autre destination que d'entretenir le souverain et de nourrir cette foule innombrable de fonctionnaires privilégiés. La Réformation, d'ailleurs, avait fait perdre à la classe moyenne en liberté peut-être le double de ce qu'elle lui avait donné en sécurité. Avant la Réformation, elle avait été généralement l'alliée et le soutien indispensable des rois dans leur lutte contre l'Eglise et contre les seigneurs féodaux, et elle en avait habilement profité pour conquérir un certain degré d'indépendance et de liberté. Mais depuis que l'Eglise, et les seigneurs féodaux s'étaient soumis à l'Etat, les rois, n'ayant plus besoin des services de la classe moyenne, la privèrent peu à peu de toutes les libertés qu'ils lui avaient anciennement octroyées.

Si telle fut la situation de la classe bourgeoise après la Réformation, on peut s'imaginer quelle dut être celle des masses populaires, des paysans et des ouvriers des villes. Les paysans du centre de l'Europe, en Allemagne, en Hollande, en partie même en Suisse, on le sait, firent, au début du seizième siècle et de la Réformation, un mouvement grandiose pour s'émanciper, au cri de "Guerre aux châteaux et paix aux chaumières". Ce mouvement, trahi par la classe bourgeoise, et maudit par les chefs du protestantisme bourgeois, Luther et Mélanchthon, fut étouffé dans le sang de plusieurs dizaines de milliers de paysans insurgés. Dès lors les paysans se virent, plus que jamais, rattachés à la glèbe, serfs de

droit, esclaves de fait, et ils restèrent dans cet état jusqu'à la révolution de 1789-1793 en France, jusqu'en 1807 en Prusse, et jusqu'en 1848 dans presque tout le reste de l'Allemagne. Dans plusieurs parties du nord de l'Allemagne, et notamment dans le Mecklenburg, le servage existe encore aujourd'hui, alors qu'il a cessé d'exister même en Russie.

Le prolétariat des villes ne fut pas beaucoup plus libre que les paysans. Il se divisait en deux catégories, celle des ouvriers qui faisaient partie des corporations, et celle du prolétariat aucunement organisé. La première était liée, garrottée dans ses mouvements et dans sa production, par une foule de règlements qui l'asservissaient aux chefs des maîtrises, aux patrons. La seconde, privée de tout droit, était opprimée et exploitée par tout le monde. La plus grande masse des impôts, comme toujours, retombait nécessairement sur le peuple.

Cette ruine et cette oppression générale des masses ouvrières, et de la classe bourgeoise en partie, avaient pour prétexte et pour but avoué la grandeur, la puissance, la magnificence de l'Etat monarchique, nobiliaire, bureaucratique et militaire, Etat qui dans l'adoration officielle avait pris la place de l'Eglise, et (était) proclamé comme une institution divine. Il y eut donc une morale de l'Etat, toute différente, ou plutôt même tout opposée à la morale privée des hommes. Dans la morale privée, en tant qu'elle n'est point viciée par les dogmes religieux, il y a un fondement éternel, plus ou moins reconnu, compris, accepté

et réalisé dans chaque société humaine. Ce fondement n'est autre que le respect humain, le respect de la dignité humaine, du droit et de la liberté de tous les individus humains. Les respecter, voilà le devoir de chacun ; les aimer et les provoquer, voilà la vertu ; les violer, au contraire, c'est le crime. La morale de l'Etat est tout opposée à cette morale humaine. L'Etat se pose lui-même à tous ses sujets comme le but suprême. Servir sa puissance, sa grandeur, par tous les moyens possibles et impossibles, et contrairement même à toutes les lois humaines et au bien de l'humanité, voilà la vertu. Car tout ce qui contribue à la puissance et à l'agrandissement de l'Etat, c'est le bien ; tout ce qui leur est contraire, fût-ce même l'action la plus vertueuse, la plus noble au point de vue humain, c'est le mal. C'est pourquoi les hommes d'Etat, les diplomates, les ministres, tous les fonctionnaires de l'Etat, ont toujours usé de crimes et de mensonges et d'infâmes trahisons pour servir l'Etat. Du moment qu'une vilénie est commise au service de l'Etat, elle devient une action méritoire. Telle est la morale de l'Etat. C'est la négation même de la morale humaine et de l'humanité.

La contradiction réside dans l'idée même de l'Etat. L'Etat universel n'ayant jamais pu se réaliser, chaque Etat est un être restreint comprenant un territoire limité et un nombre plus ou moins restreint de sujets. L'immense majorité de l'espèce humaine reste donc en dehors de chaque Etat, et l'humanité tout entière est partagée entre une foule d'Etats grands, moyens ou petits, dont

chacun, malgré qu'il n'embrasse qu'une partie très restreinte de l'espèce humaine, se proclame et se pose comme le représentant de l'humanité tout entière et comme quelque chose d'absolu. Par là même, tout ce qui reste en dehors de lui, tous les autres Etats, avec leurs sujets et la propriété de leurs sujets, sont considérés par chaque Etat comme des êtres privés de toute sanction, de tout droit, et qu'il a par conséquent celui d'attaquer, de conquérir, de massacrer, de piller, autant que ses moyens et ses forces le lui permettent. Vous savez, chers compagnons, qu'on n'est jamais parvenu à établir un droit international, et on n'a jamais pu le faire précisément parce que, au point de vue de l'Etat, tout ce qui est en dehors de l'Etat est privé de droit. Aussi suffit-il qu'un Etat déclare la guerre à un autre pour qu'il permette, que dis-je ? pour qu'il commande à ses propres sujets de commettre contre les sujets de l'Etat ennemi tous les crimes possibles : le meurtre, le viol, le vol, la destruction, l'incendie, le pillage. Et tous ces crimes sont censés être bénis par le Dieu des chrétiens, que chacun des Etats belligérants considère et proclame (comme) son partisan à l'exclusion de l'autre, - ce qui naturellement doit mettre dans un fameux embarras ce pauvre Bon Dieu, au nom duquel les crimes les plus horribles ont été et continuent d'être commis sur la terre. C'est pourquoi nous sommes les ennemis du Bon Dieu, et nous considérons cette fiction, ce fantôme divin, comme l'une des sources principales des maux qui tourmentent les hommes.

C'est pourquoi nous sommes également les adversaires passionnés de l'Etat et de tous les Etats. Parce que tant qu'il y aura des Etats, il n'y aura point d'humanité, et tant qu'il y aura des Etats, la guerre et les horribles crimes de la guerre, et la ruine, la misère des peuples, qui en sont les conséquences inévitables, seront permanents.

Tant qu'il y aura des Etats, les masses populaires, même dans les républiques les plus démocratiques, seront esclaves de fait, car elles ne travailleront pas en vue de leur propre bonheur et de leur propre richesse, mais pour la puissance et pour la richesse de l'Etat. Et qu'est-ce que l'Etat ? On prétend que c'est l'expression et la réalisation de l'utilité, du bien, du droit et de la liberté de tout le monde. Eh bien, ceux qui le prétendent mentent aussi bien que mentent ceux qui prétendent que le Bon Dieu est le protecteur de tout le monde. Depuis que la fantaisie d'un Etre divin s'est formée dans l'imagination des hommes, Dieu, tous les dieux, et parmi eux surtout le Dieu des chrétiens, a toujours pris le parti des forts et des riches contre les masses ignorantes et misérables. Il a béni, par ses prêtres, les privilèges les plus révoltants, les oppressions et les exploitations les plus infâmes.

De même l'Etat n'est autre chose que la garantie de toutes les exploitations au profit d'un petit nombre d'heureux privilégiés et au détriment des masses populaires. Il se sert de la force collective et du travail de tout le monde pour assurer le bonheur, la prospérité et les privilèges

de quelques-uns, au détriment du droit humain de tout le monde. C'est un établissement où la minorité joue le rôle de marteau et la majorité forme l'enclume.

Jusqu'à la grande Révolution, la classe bourgeoise, quoique à un moindre degré que les masses populaires, avait fait partie de l'enclume. Et c'est à cause de cela qu'elle fut révolutionnaire.

Oui, elle fut bien révolutionnaire. Elle osa se révolter contre toutes les autorités divines et humaines, et mit en question Dieu, les rois, le pape. Elle en voulut surtout à la noblesse, qui occupait dans l'Etat une place qu'elle brûlait d'impatience d'occuper à son tour. Mais non, je ne veux pas être injuste, et je ne prétends aucunement que, dans ses magnifiques protestations contre la tyrannie divine et humaine, elle n'ait été conduite et poussée que par une pensée égoïste. La force des choses, la nature même de son organisation particulière, l'avaient poussée instinctivement à s'emparer du pouvoir. Mais comme elle n'avait point encore la conscience de l'abîme qui la sépare réellement des masses ouvrières qu'elle exploite, comme cette conscience ne s'était aucunement réveillée encore au sein du prolétariat lui-même, la bourgeoisie, représentée, dans cette lutte contre l'Eglise et l'Etat, par ses plus nobles esprits et par ses plus grands caractères, crut de bonne foi qu'elle travaillait également pour l'émancipation de tout le monde.

Les deux siècles qui séparent les luttes de la Réformation religieuse de celles de la grande Révolution furent l'âge héroïque de la classe

bourgeoise. Devenue puissante par la richesse et par l'intelligence, elle attaqua audacieusement toutes les institutions respectées de l'Eglise et de l'Etat. Elle sapa tout, d'abord, par la littérature et par la critique philosophique ; plus tard, elle renversa tout par la révolte ouverte. C'est elle qui fit la révolution de 1789 et de 1793. Sans doute elle ne put la faire qu'en se servant de la force populaire ; mais ce fut elle qui organisa cette force et qui la dirigea contre l'Eglise, contre la royauté et contre la noblesse. Ce fut elle qui pensa, et qui prit l'initiative de tous les mouvements que le peuple exécuta. La bourgeoisie avait foi en elle-même, elle se sentait puissante parce qu'elle savait que derrière elle, avec elle, il y avait le peuple.

Si l'on compare les géants de la pensée et de l'action qui étaient sortis de la classe bourgeoise au dix-huitième siècle, avec les plus grandes célébrités, avec les nains vaniteux célèbres qui la représentent de nos jours, on pourra se convaincre de la décadence, de la chute effroyable qui s'est produite dans cette classe. Au dix-huitième siècle elle était intelligente, audacieuse, héroïque. Aujourd'hui elle se montre lâche et stupide. Alors, pleine de foi, elle osait tout, et elle pouvait tout. Aujourd'hui, rongée par le doute, et démoralisée par sa propre iniquité, qui est encore plus dans sa situation que dans sa volonté, elle nous offre le tableau de la plus honteuse impuissance.

Les événements récents de France ne le prouvent que trop bien. La bourgeoisie se montre tout à fait incapable de sauver la France. Elle a

préféré l'invasion des Prussiens à la révolution populaire qui seule pouvait opérer ce salut. Elle a laissé tomber de ses mains débiles le drapeau des progrès humains, celui de l'émancipation universelle. Et le prolétariat de Paris nous prouve aujourd'hui que les travailleurs sont désormais seuls capables de le porter.

Dans une prochaine séance, je tâcherai de le démontrer.

DEUXIÈME CONFÉRENCE

Chers compagnons,

Je vous ai dit l'autre fois que deux grands événements historiques avaient fondé la puissance de la bourgeoisie : la révolution religieuse du seizième siècle, connue sous le nom de Réforme, et la grande Révolution politique du siècle passé. J'ai ajouté que cette dernière, accomplie certainement par la puissance du bras populaire, avait été initiée et dirigée exclusivement par la classe moyenne. Je dois aussi vous prouver, maintenant, que c'est aussi la classe moyenne qui en a profité exclusivement.

Et pourtant le programme de cette Révolution, au premier abord, paraît immense. Ne s'est-elle point accomplie au nom de la Liberté, de l'Égalité et de la Fraternité du genre humain, trois mots qui semblent embrasser tout ce que dans le présent et dans l'avenir l'humanité peut seulement vouloir et réaliser ? Comment se fait-il donc qu'une Révolution qui s'était annoncée d'une manière si large ait abouti misérablement à

l'émancipation exclusive, restreinte et privilégiée d'une seule classe au détriment de ces millions de travailleurs qui se voient aujourd'hui écrasés par la prospérité insolente et inique de cette classe ?

Ah ! c'est que cette Révolution n'a été qu'une révolution politique. Elle avait audacieusement renversé toutes les barrières, toutes les tyrannies politiques mais elle avait laissé intactes - elle avait même proclamé sacrées et inviolables - les bases économiques de la société, qui ont été la source éternelle, le fondement principal de toutes les iniquités politiques et sociales, de toutes les absurdités religieuses passées et présentes. Elle avait proclamé la liberté de chacun et de tous, ou plutôt elle avait proclamé le droit d'être libre pour chacun et pour tous.

Mais elle n'avait donné réellement les moyens de réaliser cette liberté et d'en jouir qu'aux propriétaires, aux capitalistes, aux riches.

"La pauvreté, c'est l'esclavage !"

Voilà les terribles paroles que de sa voix sympathique, partant de l'expérience et du cœur, notre ami Clément, nous a répétées plusieurs fois depuis les quelques jours que j'ai le bonheur de passer au milieu de vous, chers compagnons et amis.

Oui, la pauvreté c'est l'esclavage, c'est la nécessité de vendre son travail, et avec son travail sa personne, au capitaliste qui vous donne le moyen de ne point mourir de faim. Il faut avoir vraiment l'esprit intéressé au mensonge de Mes-

sieurs les bourgeois pour oser parler de la liberté politique des masses ouvrières ! Belle liberté que celle qui les assujettit aux caprices du capital et qui les enchaîne à la volonté du capitaliste par la faim ! Chers amis, je n'ai assurément pas besoin de vous prouver, à vous qui avez appris à connaître par une longue et dure expérience les misères du travail, que tant que le capital restera d'un côté et le travail de l'autre, le travail sera l'esclave du capital et les travailleurs les sujets de Messieurs les bourgeois, qui vous donnent par dérision tous les droits politiques, toutes les apparences de la liberté, pour en conserver la réalité exclusivement pour eux-mêmes.

Le droit à la liberté, sans les moyens de la réaliser, n'est qu'un fantôme. Et nous aimons trop la liberté n'est-ce pas ? pour nous contenter de son fantôme. Nous en voulons la réalité. Mais (qu'est-ce) qui constitue le fond réel et la condition positive de la liberté ? C'est le développement intégral et la pleine jouissance de toutes les facultés corporelles, intellectuelles et morales pour chacun. C'est par conséquent tous les moyens matériels nécessaires à l'existence humaine de chacun ; c'est ensuite l'éducation et l'instruction. Un homme qui meurt d'inanition, qui se trouve écrasé par la misère, qui se meurt chaque jour de froid et de faim, et qui, en voyant souffrir tous ceux qu'il aime, ne peut venir à leur aide, n'est pas un homme libre, c'est un esclave. Un homme condamné à rester toute la vie un être brutal, faute d'éducation humaine, un homme privé d'instruction, un ignorant, est nécessaire-

ment un esclave ; et s'il exerce des droits politiques, vous pouvez être sûrs que, d'une manière ou d'une autre, il les exercera toujours contre lui-même, au profit de ses exploiters, de ses maîtres.

La condition négative de la liberté est celle-ci : Aucun homme ne doit obéissance à un autre ; il n'est libre qu'à condition que tous ses actes soient déterminés, non par la volonté d'autres hommes, mais par sa volonté et par ses convictions propres. Mais un homme que la faim oblige de vendre son travail, et, avec son travail, sa personne, au plus bas prix possible au capitaliste qui daigne l'exploiter ; un homme que sa propre brutalité et son ignorance livrent à la merci de ses savants exploiters, sera nécessairement et toujours esclave.

Ce n'est pas tout. La liberté des individus n'est point un fait individuel, c'est un fait, un produit, collectif. Aucun homme ne saurait être libre en dehors et sans le concours de toute l'humaine société. Les individualistes, ou les faux-frères socialistes que nous avons combattus dans tous les congrès de travailleurs, ont prétendu, avec les moralistes et les économistes bourgeois, que l'homme pouvait être libre, qu'il pouvait être homme, en dehors de la société, disant que la société avait été fondée par un contrat libre d'hommes antérieurement libres.

Cette théorie, proclamée par J.-J. Rousseau, l'écrivain le plus malfaisant du siècle passé, le sophiste qui a inspiré tous les révolutionnaires bourgeois, cette théorie dénote une ignorance

complète tant de la nature que de l'histoire. Ce n'est pas dans le passé, ni même dans le présent, que nous devons chercher la liberté des masses, c'est dans l'avenir, - dans un prochain avenir : c'est dans cette journée de demain que nous devons créer nous-mêmes, par la puissance de notre pensée, de notre volonté, mais aussi par celle de nos bras. Derrière nous, il n'y a jamais eu de libre contrat, il n'y a eu que brutalité, stupidité, iniquité et violence, - et aujourd'hui encore, vous ne le savez que trop bien, ce soi-disant libre contrat s'appelle le pacte de la faim, l'esclavage de la faim pour les masses et l'exploitation de la faim pour les minorités qui nous dévorent et nous oppriment.

La théorie du libre contrat est également fautive au point de vue de la nature. L'homme ne crée pas volontairement la société : il y naît involontairement. Il est par excellence un animal social. Il ne peut devenir un homme, c'est-à-dire un animal pensant, parlant, aimant et voulant, qu'en société. Imaginez-vous l'homme doué par la nature des facultés les plus géniales, jeté dès son bas âge en dehors de toute société humaine, dans un désert. S'il ne périt pas misérablement, ce qui est le plus probable, il ne sera rien qu'une brute, un singe, privé de parole et de pensée, - car la pensée est inséparable de la parole : aucun ne peut penser sans paroles. Alors même que, parfaitement isolé, vous vous trouvez seul avec vous-même, pour penser vous devez faire usage de mots ; vous pouvez bien avoir des imaginations représentatives des choses, mais aussitôt

que vous voulez penser une chose, vous devez vous servir de mots, car les mots seuls déterminent la pensée, et donnent aux représentations fugitives, aux instincts, le caractère de la pensée. La pensée n'est point avant la parole, ni la parole avant la pensée ; ces deux formes d'un même acte du cerveau humain naissent ensemble. Donc, point de pensée sans parole. Mais qu'est-ce que la parole ? C'est la communication, c'est la conversation d'un individu humain avec beaucoup d'autres individus. L'homme animal ne se transforme en être humain, c'est-à-dire pensant, que par cette conversation, que dans cette conversation. Son individualité, en tant qu'humaine, sa liberté, est donc le produit de la collectivité.

L'homme ne s'émancipe de la pression tyrannique qu'exerce sur chacun la nature extérieure que par le travail collectif ; car le travail individuel, impuissant et stérile, ne saurait jamais vaincre la nature. Le travail productif, celui qui a créé toutes les richesses et toute notre civilisation, a été toujours un travail social, collectif ; seulement jusqu'à présent il a été iniquement exploité par des individus au détriment des masses ouvrières. De même l'éducation et l'instruction qui développent l'homme, cette éducation et cette instruction dont M(essieu)rs les bourgeois sont si fiers, et qu'ils versent avec tant de parcimonie sur les masses populaires, sont également les produits de la société tout entière. Le travail et, je dirai même plus, la pensée instinctive du peuple les créent, mais ils ne les ont créés jusqu'ici qu'au profit des individus bourgeois. C'est donc encore

une exploitation d'un travail collectif par des individus qui n'y ont aucun droit.

Tout ce qui est humain dans l'homme, et plus que toute autre chose la liberté, est le produit d'un travail social, collectif. Etre libre dans l'isolement absolu est une absurdité inventée par les théologiens et les métaphysiciens, qui ont remplacé la société des hommes par celle de leur fantôme, de Dieu. Chacun, disent-ils, se sent libre en présence de Dieu, c'est-à-dire du vide absolu, du néant ; c'est donc la liberté du néant, ou bien le néant de la liberté, l'esclavage. Dieu, la fiction de Dieu, a été historiquement la source morale, ou plutôt immorale, de tous les asservissements.

Quant à nous, qui ne voulons ni fantômes, ni néant, mais la réalité humaine vivante, nous reconnaissons que l'homme ne peut se sentir et se savoir libre - et, par conséquent, ne peut réaliser sa liberté - qu'au milieu des hommes. Pour être libre, j'ai besoin de me voir entouré, et reconnu comme tel, par des hommes libres. Je ne suis libre que lorsque ma personnalité, se réfléchissant, comme dans autant de miroirs, dans la conscience également libre de tous les hommes qui m'entourent, me revient renforcée par la reconnaissance de tout le monde. La liberté de tous, loin d'être une limite de la mienne, comme le prétendent les individualistes, en est au contraire la confirmation, la réalisation, et l'extension infinie. Vouloir la liberté et la dignité humaine de tous les hommes, voir et sentir ma liberté confirmée, sanctionnée, infiniment étendue par l'assentiment de tout le monde, voilà le bonheur, le paradis humain sur la terre.

Mais cette liberté n'est possible que dans l'égalité. S'il y a un être humain plus libre que moi, je deviens forcément son esclave ; si je le suis plus que lui, il sera le mien. Donc, l'égalité est une condition absolument nécessaire de la liberté.

Les bourgeois révolutionnaires de 1793 ont très bien compris cette nécessité logique. Aussi le mot *Egalité* figure-t-il comme le second terme dans leur formule révolutionnaire : *Liberté, Egalité, Fraternité*. Mais quelle égalité ? L'égalité devant la loi, l'égalité des droits politiques, l'égalité des citoyens dans l'Etat. Remarquez bien ce terme, l'égalité des citoyens, non celle des hommes ; parce que l'Etat ne reconnaît point les hommes, il ne connaît que les citoyens. Pour lui, l'homme n'existe qu'en tant qu'il exerce - ou que, par une pure fiction, il est censé d'exercer - les droits politiques. L'homme qui est écrasé par le travail forcé, par la misère, par la faim, l'homme qui est socialement opprimé, économiquement exploité, écrasé, et qui souffre, n'existe point pour l'Etat, qui ignore ses souffrances et son esclavage économique et social, sa servitude réelle qui se cache sous les apparences d'une liberté politique mensongère. C'est donc l'égalité politique, non l'égalité sociale.

Mes chers amis, vous savez tous par expérience combien cette prétendue égalité politique non fondée sur l'égalité économique et sociale est trompeuse.

Dans un Etat largement démocratique, par exemple, tous les hommes arrivés à l'âge de majorité, et qui ne se trouvent pas sous le coup

d'une condamnation criminelle, ont le droit, et même, ajoute-t-on, le devoir, d'exercer tous les droits politiques et d'exercer toutes les fonctions auxquelles les peut appeler la confiance de leurs concitoyens. Le dernier homme du peuple, le plus pauvre, le plus ignorant, peut et doit exercer tous ces droits et (remplir) toutes ces fonctions : peut-on s'imaginer une égalité plus large que celle-là ? Oui, il le doit, il le peut légalement ; mais en réalité, cela lui est impossible. Ce pouvoir n'est que facultatif pour les hommes qui font partie des masses populaires, mais il ne devient, il ne pourra jamais devenir réel pour eux à moins d'une transformation radicale des bases économiques de la société, - disons le mot, à moins d'une révolution sociale. Ces prétendus droits politiques exercés par le peuple ne sont donc qu'une vaine fiction.

Nous sommes las de toutes les fictions, tant religieuses que politiques. Le peuple est las de se nourrir de fantômes et de fables. Cette nourriture n'engraisse pas. Aujourd'hui il demande la réalité. Voyons donc ce qu'il y a de réel pour lui dans l'exercice des droits politiques.

Pour remplir consciencieusement les fonctions, et surtout les plus hautes fonctions, de l'Etat, il faut posséder déjà un assez haut degré d'instruction. Le peuple manque absolument de cette instruction. Est-ce sa faute ? Non, c'est la faute des institutions. Le grand devoir de tous les Etats vraiment démocratiques, c'est de répandre à pleines mains l'instruction dans le peuple. Y a-t-il un seul Etat qui l'ait fait ? Ne parlons pas des

Etats monarchiques, qui ont un intérêt évident à répandre non l'instruction, mais le poison du catéchisme chrétien dans les masses. Parlons des Etats républicains et démocratiques comme les Etats-Unis de l'Amérique et la Suisse. Certainement, il faut reconnaître que ces deux Etats ont fait plus que tous les autres pour l'instruction populaire. Mais sont-ils parvenus (au but), malgré toute leur bonne volonté ? a-t-il été possible pour eux de donner indistinctement à tous les enfants qui naissent dans leur sein une instruction égale ? Non, c'est impossible. Pour les enfants des bourgeois, l'instruction supérieure, pour ceux du peuple seulement l'instruction primaire, et, dans de rares occasions, quelque peu d'instruction secondaire. Pourquoi cette différence ? Par cette simple raison que les hommes du peuple, les travailleurs des campagnes et des villes, n'ont pas le moyen d'entretenir, c'est-à-dire de nourrir, de vêtir, de loger leurs enfants, pendant toute la durée de leurs études. Pour se donner une instruction scientifique, il faut étudier jusqu'à l'âge de vingt et un ans, et quelquefois jusqu'à vingt-cinq ans. Je vous demande quels sont les ouvriers qui sont en état d'entretenir si longtemps leurs enfants ? Ce sacrifice est au-dessus de leurs forces, parce qu'ils n'ont ni capitaux, ni propriété, et parce qu'ils vivent au jour le jour de leur salaire qui suffit à peine à l'entretien d'une nombreuse famille.

Et encore faut-il dire, chers compagnons, que vous, travailleurs des Montagnes, ouvriers dans un métier que la production capitaliste, c'est-à-

dire l'exploitation des gros capitaux, n'est point encore parvenue à absorber, vous êtes comparativement fort heureux. Travaillant par petits groupes dans vos ateliers, et souvent même travaillant chez vous à la maison, vous gagnez beaucoup plus qu'on ne gagne dans les grands établissements industriels qui emploient des centaines d'ouvriers ; votre travail est intelligent, artistique, il n'abrutit pas comme celui qui se fait par les machines. Votre habileté, votre intelligence comptent pour quelque chose. Et de plus vous avez beaucoup plus de loisir et de liberté relative ; c'est pourquoi vous êtes plus instruits, plus libres et plus heureux que les autres.

Dans les immenses fabriques établies, dirigées et exploitées par les grands capitaux, et dans lesquelles ce sont les machines, non les hommes, qui jouent le rôle principal, les ouvriers deviennent nécessairement de misérables esclaves, - tellement misérables que, le plus souvent, ils sont forcés de condamner leurs pauvres petits enfants, à peine âgés de six ans, à travailler douze, quatorze, seize heures par jour pour quelques misérables sous. Et ils le font non par cupidité, mais par nécessité. Sans cela ils ne seraient point capables d'entretenir leurs familles.

Voilà l'instruction qu'ils peuvent leur donner. Je ne crois pas devoir perdre plus de paroles pour vous prouver, chers compagnons, à vous qui le savez si bien par expérience et qui en êtes déjà si profondément convaincus, que *tant que le peuple travaillera non pour lui-même, mais pour enrichir les détenteurs de la propriété et du capi-*

tal, l'instruction qu'il pourra donner à ses enfants sera toujours infiniment inférieure à celle des enfants de la classe bourgeoise.

Et voilà donc une grosse et funeste inégalité sociale que vous trouverez nécessairement à la base même de l'organisation des Etats : une masse forcément ignorante, et une minorité privilégiée qui, si elle n'est point toujours très intelligente, est au moins comparativement fort instruite. La conclusion est facile à tirer. La minorité instruite gouvernera éternellement les masses ignorantes.

Il ne s'agit pas seulement de l'inégalité naturelle des individus ; c'est une inégalité à laquelle nous sommes forcés de nous résigner. L'un a une organisation plus heureuse que l'autre, l'un naît avec une faculté naturelle d'intelligence et de volonté plus grande que l'autre. Mais je m'empresse d'ajouter : ces différences ne sont pas du tout aussi grandes qu'on veut bien le dire. Même au point de vue naturel, les hommes sont à peu près égaux, les qualités et les défauts se compensent à peu près dans chacun. Il n'y a que deux exceptions à cette loi d'égalité naturelle : ce sont les hommes de génie et les idiots. Mais les exceptions ne font pas la règle, et, en général, on peut dire que tous les individus humains se valent, et que, s'il existe des différences énormes entre les individus dans la société actuelle, elles prennent leur source dans l'inégalité monstrueuse de l'éducation et de l'instruction, et non dans la nature.

L'enfant doué des plus grandes facultés, mais

né dans une famille pauvre, dans une famille de travailleurs vivant au jour le jour de leur rude travail quotidien, se voit condamné à l'ignorance, qui, au lieu de les développer, tue toutes ses facultés naturelles : il sera le travailleur, le manoeuvre, l'entreteneur et le nourrisseur forcé de bourgeois qui, naturellement, sont beaucoup plus bêtes que lui. L'enfant du bourgeois, au contraire, l'enfant du riche, quelque bête qu'il soit naturellement, recevra et l'éducation et l'instruction nécessaires pour développer au possible ses pauvres facultés : il sera un exploiteur du travail, le maître, le patron, le législateur, le gouverneur, - un Monsieur. Tout bête qu'il soit, il fera des lois pour le peuple, contre le peuple, et il gouvernera les masses populaires.

Dans un Etat démocratique, dira-t-on, le peuple ne choisira que les bons. - Mais comment reconnaîtra-t-il les bons ? Il n'a ni l'instruction nécessaire pour juger le bon et le mauvais, ni le loisir nécessaire pour apprendre à connaître les hommes qui se proposent à son élection. Ces hommes vivent d'ailleurs dans une société différente de la sienne : (ils) ne viennent tirer leur chapeau devant Sa Majesté le peuple souverain qu'au moment des élections, et, une fois élus, ils lui tournent le dos. D'ailleurs, appartenant à la classe privilégiée, à la classe exploitante, quelque excellents qu'ils soient comme membres de leurs familles et de leur société, ils seront toujours mauvais pour le peuple, parce que tout naturellement ils voudront toujours conserver ces privilèges qui constituent la base même de leur

existence sociale, et qui condamnent le peuple à un esclavage éternel.

Mais pourquoi le peuple n'enverrait-il pas dans les assemblées législatives et dans le gouvernement des hommes à lui, des hommes du peuple ? - D'abord, parce que les hommes du peuple, devant vivre du travail de leurs bras, n'ont pas le temps de se vouer exclusivement à la politique ; et, ne pouvant pas le faire, étant pour la plupart du temps ignorants des questions politiques et économiques qui se traitent dans ces hautes régions, ils seront presque toujours les dupes des avocats et des politiciens bourgeois. Et, ensuite, parce qu'il suffira la plupart du temps à ces hommes du peuple d'entrer dans le gouvernement pour devenir des bourgeois à leur tour, quelquefois même plus détestables et plus dédaigneux du peuple dont ils sont sortis que les bourgeois de naissance eux-mêmes.

Vous voyez donc bien que l'égalité politique, même dans les Etats les plus démocratiques, est un mensonge. Il en est de même de l'égalité juridique, de l'égalité devant la loi. La loi est faite par les bourgeois, pour les bourgeois, et elle est exercée par les bourgeois contre le peuple. L'Etat et la loi qui l'exprime n'existent que pour éterniser l'esclavage du peuple au profit des bourgeois.

D'ailleurs, vous le savez, quand vous vous trouvez lésés dans vos intérêts, dans votre honneur, dans vos droits, et que vous voulez faire un procès, pour le faire vous devez d'abord prouver que vous êtes en état d'en payer les frais, c'est-à-dire que vous devez déposer une somme de... Et

si vous n'êtes pas en état de la déposer, vous ne pouvez pas faire de procès. Mais le peuple, la majorité des travailleurs ont-ils des sommes à déposer au tribunal ? La plupart du temps, non. Donc le riche pourra vous attaquer, vous insulter impunément, - car il n'y a point de justice pour le peuple.

Tant qu'il n'y aura point d'égalité économique et sociale, tant qu'une minorité quelconque pourra devenir riche, propriétaire, capitaliste, non par le propre travail de chacun, mais par l'héritage, l'égalité politique sera un mensonge. Savez-vous quelle est la vraie définition de la propriété héréditaire ? C'est la faculté héréditaire d'exploiter le travail collectif du peuple et d'asservir les masses.

Voilà ce que les plus grands héros de la Révolution de 1793, ni Danton, ni Robespierre, ni Saint-Just, n'avaient point compris. Ils ne voulaient que la liberté et l'égalité politiques, non économiques et sociales. Et c'est pourquoi la liberté et l'égalité fondées par eux ont constitué et assis sur des bases nouvelles la domination des bourgeois sur le peuple.

Ils ont cru masquer cette contradiction en mettant comme troisième terme de leur formule révolutionnaire la *Fraternité*. Ce fut encore un mensonge ! Je vous demande si la fraternité est possible entre les exploités et les exploités, entre les oppresseurs et les opprimés ? Comment ! je vous ferai suer et souffrir pendant tout un jour, et le soir, quand j'aurai recueilli le fruit de vos souffrances et de votre sueur, en ne vous en

laissant qu'une toute petite partie afin que vous puissiez vivre, c'est-à-dire de nouveau suer et souffrir à mon profit encore demain, - le soir, je vous dirai : Embrassons-nous, nous sommes des frères !

Telle est la fraternité de la Révolution bourgeoise.

Mes chers amis, nous voulons aussi, nous, la noble Liberté, la salubre Egalité et la sainte Fraternité. Mais nous voulons que ces belles, ces grandes choses, cessent d'être des fictions, des mensonges, deviennent une vérité et constituent la réalité !

Tel est le sens et le but de ce que nous appelons la Révolution sociale.

Elle peut se résumer en peu de mots : Elle veut et nous voulons que tout homme qui naît sur cette terre puisse devenir un homme dans le sens le plus complet de ce mot ; qu'il n'ait pas seulement le droit, mais tous les moyens nécessaires pour développer toutes ses facultés, et être libre, heureux, dans l'égalité et par la fraternité ! Voilà ce que nous voulons tous, et tous nous sommes prêts à mourir pour atteindre ce but.

Je vous demande, amis, une troisième et dernière séance pour vous exposer complètement ma pensée.

TROISIÈME ET DERNIÈRE CONFÉRENCE

Chers compagnons,

Je vous ai dit la dernière fois comment la bourgeoisie, sans en avoir complètement conscience elle-même, mais en partie aussi, et au moins pour le quart, sciemment, s'est servie du bras puissant du peuple, pendant la grande Révolution de 1789-1793, pour asseoir, sur les ruines du monde féodal, sa propre puissance. Désormais elle est devenue la classe dominante. C'est bien à tort qu'on s'imagine que ce furent la noblesse émigrée et les prêtres qui firent le coup d'Etat réactionnaire de Thermidor, qui renversa et tua Robespierre et Saint-Just, et qui guillotina ou déporta une foule de leurs partisans. Sans doute beaucoup de membres de ces deux corps déchus prirent une part active à l'intrigue, heureux de voir tomber ceux qui les avaient fait trembler et qui leur avaient coupé la tête sans pitié. Mais à eux seuls ils n'eussent pu rien faire. Dépossédés de leurs biens, ils avaient été réduits à l'impuissance. Ce fut cette partie de la classe

bourgeoise qui s'était enrichie par l'achat des biens nationaux, par les fournitures de la guerre et par le maniement des fonds publics, profitant de la misère publique et de la banqueroute elle-même pour grossir leur poche, ce furent eux, ces vertueux représentants de la moralité et de l'ordre public, qui furent les principaux instigateurs de cette réaction. Ils furent chaudement et puissamment soutenus par la masse des boutiquiers, race éternellement malfaisante et lâche, qui trompe et empoisonne le peuple en détail, en lui vendant ses marchandises frauduleuses et qui a toute l'ignorance du peuple sans en avoir le grand coeur, toute la vanité de l'aristocratie bourgeoise sans en avoir les poches pleines ; lâche pendant les révolutions, elle devient féroce dans la réaction. Pour elle toutes ces idées qui font palpiter le coeur des masses, les grands principes, les grands intérêts de l'humanité, n'existent pas. Elle ignore même le patriotisme, ou n'en connaît que la vanité ou les fanfaronnades. Aucun sentiment qui puisse l'arracher aux préoccupations mercantiles, aux misérables soucis du jour au jour. Tout le monde a vu, et les hommes de tous les partis nous ont confirmé, que pendant ce terrible siège de Paris, - pendant que le peuple se battait, et que la classe des riches intriguait et préparait la trahison qui livra Paris aux Prussiens, pendant que le prolétariat généreux, les femmes et les enfants du peuple étaient à demi-affamés, - les boutiquiers n'ont eu qu'un seul souci, celui de vendre leurs marchandises, leurs denrées, les objets les plus nécessaires à la subsistance du

peuple, au plus haut prix possible.

Les boutiquiers de toutes les villes de France ont fait la même chose. Dans les villes envahies par les Prussiens, ils ont ouvert les portes aux Prussiens. Dans les villes non envahies, ils se préparaient à les ouvrir ; ils paralysèrent la défense nationale, et, partout où ils purent, ils s'opposèrent au soulèvement et à l'armement populaires qui seuls pouvaient sauver la France. Les boutiquiers dans les villes, aussi bien que les paysans dans les campagnes, constituent aujourd'hui l'armée de la réaction. Les paysans pourront et devront (être) convertis à la révolution, mais les boutiquiers jamais.

Pendant la grande Révolution, la bourgeoisie s'était divisée en deux catégories, (dont) l'une, constituant l'infime minorité, était la bourgeoisie révolutionnaire, connue sous le nom générique de jacobins. Il ne faut pas confondre les jacobins d'aujourd'hui avec ceux de 1793. Ceux d'aujourd'hui ne sont que de pâles fantômes et de ridicules avortons, des caricatures des héros du siècle passé. Les jacobins de 1793 étaient des grands hommes, ils avaient le feu sacré, le culte de la justice, de la liberté et de l'égalité. Ce ne fut pas leur faute s'ils ne comprirent pas mieux certains mots qui résument encore aujourd'hui toutes nos aspirations. Ils n'en considérèrent que la face politique, non le sens économique et social. Mais, je le répète, ce ne fut pas leur faute, comme ce n'est pas notre mérite à nous de les comprendre aujourd'hui. C'est la faute et c'est le mérite du temps.

L'humanité se développe lentement, trop lentement, hélas ! et ce n'est que par une succession d'erreurs et de fautes, et de cruelles expériences surtout, qui en sont toujours la conséquence nécessaire, que les hommes conquièrent la vérité.

Les jacobins de 1793 furent des hommes de bonne foi, des hommes inspirés par l'idée, dévoués à l'idée. Ils furent des héros ! S'ils ne l'avaient pas été, s'ils n'avaient pas eu cette sainte et grande sincérité, ils n'eussent point accompli les grands actes de la Révolution. Nous pouvons et nous devons combattre les erreurs théoriques des Danton, des Robespierre, des Saint-Just, mais, tout en combattant leurs idées fausses, étroites, exclusivement bourgeoises en économie sociale, nous devons nous incliner devant leur puissance révolutionnaire. Ce furent les derniers héros de la classe bourgeoise, autrefois si féconde en héros.

En dehors de cette minorité héroïque, il y avait la grande masse de la bourgeoisie matériellement exploitante, et pour laquelle les idées, les grands principes de la Révolution n'étaient que des mots qui n'avaient de valeur et de sens qu'autant que (les bourgeois) pouvaient s'en servir pour remplir leurs poches, si larges et si respectables. Une fois que les plus riches et par conséquent aussi les plus influents parmi eux eurent suffisamment rempli les leurs au bruit et au moyen de la Révolution, ils trouvèrent que la Révolution avait duré trop longtemps, qu'il était temps d'en finir et de rétablir le règne de la loi et

de l'ordre public.

Ils renversèrent le Comité de salut public, tuèrent Robespierre, Saint-Just et leurs amis, et établirent le Directoire, qui fut une vraie incarnation de la dépravation bourgeoise à la fin du siècle passé, le triomphe et le règne de l'or acquis et aggloméré dans les poches de quelques milliers d'individus par le vol.

Mais la France, qui n'avait pas encore eu le temps de se corrompre, et qui était encore toute palpitante des grands faits de la Révolution, ne put supporter longtemps ce régime. Il y eut deux protestations, l'une manquée, l'autre triomphante. La première, si elle avait réussi, si elle avait pu réussir, aurait sauvé la France et le monde ; le triomphe de la seconde inaugura le despotisme des rois et l'esclavage des peuples. Je veux parler de l'insurrection de Babeuf et de l'usurpation du premier Bonaparte.

L'insurrection de Babeuf fut la dernière tentative révolutionnaire du siècle dernier. Babeuf et ses amis avaient été plus ou moins des amis de Robespierre et de Saint-Just. Ce furent des jacobins socialistes. Ils avaient eu le culte de l'égalité, même au détriment de la liberté. Leur plan fut très simple : ce fut celui d'exproprier tous les propriétaires et tous les détenteurs d'instruments de travail et d'autres capitaux au profit de l'Etat républicain, démocratique et social, de sorte que l'Etat, devenant le seul propriétaire de toutes les richesses tant mobilières qu'immobilières, devenait de la sorte l'unique employeur, l'unique patron de la société ; muni en même temps de la

toute-puissance politique, il s'emparait exclusivement de l'éducation et de l'instruction égales pour tous les enfants, et forçait tous les individus majeurs de travailler et de vivre selon l'égalité et la justice. Toute autonomie communale, toute initiative individuelle, toute liberté, en un mot, disparaissait, écrasée par ce pouvoir formidable. La société tout entière ne devait plus représenter que le tableau d'une uniformité monotone et forcée. Le gouvernement était élu par le suffrage universel, mais une fois élu, et tant qu'il restait en fonction, il exerçait sur tous les membres de la société un pouvoir absolu.

La théorie de l'égalité établie de force, par la puissance de l'Etat n'a pas été inventée par Babeuf. Les premiers fondements de cette théorie avaient été jetés par Platon, plusieurs siècles avant Jésus-Christ, dans sa *République*, ouvrage dans lequel ce grand penseur de l'antiquité essaya d'esquisser le tableau d'une société égalitaire. Les premiers chrétiens exercèrent incontestablement un communisme pratique dans leurs associations persécutées par toute la société officielle. Enfin, au début même de la Révolution religieuse, dans le premier quart du seizième siècle, en Allemagne, Thomas Münzer et ses disciples firent une première tentative d'établir l'égalité sociale sur un pied très large. La conspiration de Babeuf fut la seconde manifestation pratique de l'idée égalitaire dans les masses. Toutes ces tentatives, sans en excepter cette dernière, durent échouer pour deux raisons : d'abord, parce que les masses ne s'étaient point

suffisamment développées pour en rendre la réalisation possible ; et ensuite et surtout parce que, dans tous ces systèmes, l'égalité s'alliait à la puissance, à l'autorité de l'Etat, et que par conséquent elle excluait la liberté. Et nous le savons, chers amis, l'égalité n'est possible qu'avec et par la liberté : non par cette liberté exclusive des bourgeois qui est fondée sur l'esclavage des masses et qui n'est pas la liberté, mais le privilège ; mais par cette liberté universelle des êtres humains, qui élève chacun à la dignité de l'homme. Mais nous savons aussi que cette liberté n'est possible que dans l'égalité. Révolte non seulement théorique, mais pratique, contre toutes les institutions et contre tous les rapports sociaux créés par l'inégalité, puis établissement de l'égalité économique et sociale par la liberté de tout le monde : voilà notre programme actuel, celui qui doit triompher malgré les Bismarck, les Napoléon, les Thiers, et malgré tous les cosaques de mon auguste empereur, le tsar de toutes les Russies.

La conspiration de Babeuf avait réuni dans son sein tout ce que, après les exécutions et les déportations du coup d'Etat réactionnaire de thermidor, il était resté de citoyens dévoués à la Révolution à Paris, et nécessairement beaucoup d'ouvriers. Elle échoua ; beaucoup furent guillotins, mais plusieurs eurent le bonheur d'échapper. Entre autres le citoyen Buonarroti, un homme de fer, un caractère antique, tellement respectable qu'il sut se faire respecter par les hommes des partis les plus opposés. Il vécut longtemps en

Belgique, où il devint le principal fondateur de la société secrète des carbonari-communistes ; et, dans un livre devenu très rare aujourd'hui, mais que je tâcherai d'envoyer à notre ami Adhémar¹⁰, il a raconté cette lugubre histoire, cette dernière protestation héroïque de la Révolution contre la réaction, connue sous le nom de conspiration de Babeuf¹¹.

L'autre protestation de la société contre la corruption bourgeoise qui s'était emparée du pouvoir sous le nom de Directoire, fut, comme je l'ai déjà dit, l'usurpation du premier Bonaparte.

Cette histoire, mille fois plus lugubre encore, est connue de vous tous. Ce fut la première inauguration du régime infâme et brutal du sabre, le premier soufflet imprimé au début de ce siècle par un parvenu insolent sur la joue de l'humanité. Napoléon Ier devint le héros de tous les despotes, en même temps que militairement il en fut la terreur. Lui vaincu, il leur laissa son funeste héritage, son infâme principe : le mépris de l'humanité, et son oppression par le sabre.

Je ne vous parlerai pas de la Restauration. Ce fut une tentative ridicule de rendre la vie et le pouvoir politique à deux corps tarés et déchus : à la noblesse et aux prêtres. Il n'y eut sous la Restauration que ceci de remarquable, qu'attaquée, menacée dans ce pouvoir qu'elle avait cru avoir conquis pour toujours, la bourgeoisie était redevenue quasi révolutionnaire. Ennemie de l'ordre public aussitôt que cet ordre public n'est pas le sien, c'est-à-dire aussitôt qu'il établit et garantit d'autres intérêts que les siens, elle cons-

pira de nouveau. MM. Guizot, Périer¹², Thiers et tant d'autres, qui sous Louis-Philippe se distinguèrent (comme) les plus fanatiques partisans et défenseurs d'un gouvernement oppressif, corrupteur, mais bourgeois et par conséquent parfait à leurs yeux, toutes ces âmes damnées de la réaction bourgeoise, conspirèrent sous la Restauration. Ils triomphèrent en Juillet 1830, et le règne du *libéralisme bourgeois* fut inauguré.

C'est depuis 1830 que date vraiment la domination exclusive des intérêts et de la politique bourgeoise en Europe ; surtout en France, en Angleterre, en Belgique, en Hollande et en Suisse. Dans les autres pays tels que l'Allemagne, le Danemark, la Suède, l'Italie, l'Espagne et le Portugal, les intérêts bourgeois l'avaient bien emporté sur tous les autres, mais non le gouvernement politique des bourgeois. Je ne vous parle (pas) de ce grand et misérable Empire de toutes les Russies, qui reste encore soumis au despotisme absolu des tsars, et qui n'a proprement pas de classe politique intermédiaire, point de corps politique bourgeois ; et où il n'y a en effet, d'un côté, que le monde officiel, une organisation militaire, policière et bureaucratique, pour remplir les caprices du tsar, de l'autre côté le peuple, des dizaines de millions dévorés par le tsar et par ses fonctionnaires. En Russie la révolution viendra directement du peuple, comme je l'ai amplement développé dans un assez long discours, que j'ai prononcé il y a quelques années à Berne et que je m'empresserai de vous envoyer¹³. Je ne parle pas aussi de cette malheureuse et héroïque

Pologne, qui se débat, toujours étouffée de nouveau, mais jamais morte, sous la serre de trois aigles infâmes : celui de l'Empire de Russie, (celui) de l'Empire d'Autriche, et (celui) du nouvel Empire d'Allemagne, représenté par la Prusse. En Pologne comme en Russie, il n'y a proprement pas de classe moyenne ; il y a d'un côté la noblesse, bureaucratie héréditaire esclave du tsar en Russie, et ci-devant dominante et aujourd'hui désorganisée et déchue en Pologne ; et, de l'autre côté, il y a le paysan asservi et dévoré, écrasé maintenant, non plus par la noblesse, qui en a perdu le pouvoir, mais par l'Etat, par les fonctionnaires innombrables, par le tsar. Je ne vous parlerai pas non plus des petits pays de la Suède et du Danemark, qui ne sont devenus réellement constitutionnels que depuis 1848, et qui sont restés plus ou moins en arrière du développement général de l'Europe ; ni de l'Espagne et du Portugal, où le mouvement industriel et la politique bourgeoise ont été paralysés si longtemps par la double puissance du clergé et de l'armée. Cependant je dois observer que l'Espagne, qui nous paraissait si arriérée, nous présente aujourd'hui d'une des plus magnifiques organisations de l'Association internationale des Travailleurs qui existent dans le monde.

Je m'arrêterai un instant sur l'Allemagne. L'Allemagne depuis 1830 nous a présenté et continue de nous présenter le tableau étrange d'un pays où les intérêts de la bourgeoisie prédominent, mais où la puissance politique n'appartient pas à la bourgeoisie, mais à la

monarchie absolue sous un masque de constitutionnalisme, militairement et bureaucratiquement organisée et servie exclusivement par des nobles.

C'est en France, en Angleterre, en Belgique surtout, qu'il faut étudier le règne de la bourgeoisie. Depuis l'unification de l'Italie sous le sceptre de Victor-Emmanuel, on peut l'étudier aussi en Italie. Mais nulle part il ne s'est aussi pleinement caractérisé (qu')en France ; aussi est-ce dans ce pays que nous le considérerons principalement.

Depuis 1830, le principe bourgeois a eu pleine liberté de s'y manifester dans la littérature, dans la politique, et dans l'économie sociale, On peut le résumer par un seul mot, l'*individualisme*.

J'entends par *individualisme* cette tendance qui - considérant toute la société, la masse des individus, comme des indifférents, des rivaux, des concurrents, comme des ennemis naturels, en un mot, avec lesquels chacun est bien forcé de vivre, mais qui obstruent la voie à chacun - pousse l'individu à conquérir et à établir son propre bien-être, sa prospérité, son bonheur malgré tout le monde, au détriment et sur le dos de tous les autres. C'est une course au clocher, un sauve-qui-peut général où chacun cherche à parvenir le premier. Malheur aux faibles qui s'arrêtent, ils sont devancés. Malheur à ceux qui, lassés de fatigue, tombent en chemin, ils sont de suite écrasés. La concurrence n'a point de coeur, n'a point de pitié. Malheur aux vaincus ! Dans cette lutte, nécessairement, beaucoup de crimes

doivent se commettre ; toute cette lutte fratricide d'ailleurs n'est qu'un crime continu contre la solidarité humaine, qui est la base unique de toute morale. L'Etat, qui, dit-on, est le représentant et le vindicteur de la justice, n'empêche pas la perpétration de ces crimes, il les perpétue et les légalise au contraire. Ce qu'il représente, ce qu'il défend, ce n'est pas la justice humaine, c'est la justice juridique, qui n'est rien autre chose que la consécration du triomphe des forts sur les faibles, des riches sur les pauvres. L'Etat n'exige qu'une chose : c'est que tous ces crimes soient accomplis légalement. Je puis vous ruiner, vous écraser, vous tuer, mais je dois le faire en observant les lois. Autrement je suis déclaré criminel et traité comme tel. Tel est le sens de ce principe, de ce mot, l'individualisme.

Maintenant, voyons comment ce principe s'est manifesté dans la littérature, dans cette littérature créée par les Victor Hugo, les Dumas, les Balzac, les Jules Janin et tant d'autres auteurs de livres et d'articles de journaux bourgeois, qui depuis 1830 ont inondé l'Europe, portant la dépravation et réveillant l'égoïsme dans les coeurs des jeunes gens des deux sexes, et malheureusement même du peuple. Prenez tel roman que vous voulez : à côté des grands et faux sentiments, des belles phrases, qu'y trouvez-vous ? Toujours la même chose. Un jeune homme est pauvre obscur, méconnu ; il est dévoré de toutes sortes d'ambitions et d'appétits. Il voudrait habiter un palais, manger des truffes, boire du champagne, rouler carrosse, et coucher avec quelque

belle marquise. Il y parvient à force d'efforts héroïques et d'aventures extraordinaires, tandis que tous les autres succombent. Voilà le héros : c'est l'individualisme pur.

Voyons la politique. Comment s'y exprime le principe ? Les masses, dit-on, ont besoin d'être menées, gouvernées ; elles sont incapables de se passer de gouvernement, comme aussi elles sont incapables de se gouverner par elles-mêmes. Qui les gouvernera ? Il n'y a plus de privilège de classe. Tout le monde a le droit de monter aux plus hautes positions et fonctions sociales. Mais pour y parvenir il faut être intelligent, habile ; il faut être fort et heureux ; il faut savoir et pouvoir l'emporter sur tous les rivaux. Voilà encore une course au clocher : ce seront les individus habiles et forts qui gouverneront, qui tondront les masses.

Considérons maintenant ce même principe dans la question économique, qui au fond est la principale, on pourrait dire l'unique question. Les économistes bourgeois nous disent qu'ils sont les partisans d'une liberté illimitée des individus et que la concurrence est la condition de cette liberté. Mais voyons quelle est cette liberté ? Et d'abord une première question : Est-ce le travail séparé, isolé, qui a produit et qui continue de produire toutes ces richesses merveilleuses dont se glorifie notre siècle ? Nous savons bien que non. Le travail isolé des individus serait à peine capable de nourrir et de vêtir un petit peuple de sauvages ; une grande nation ne devient riche et ne peut subsister que par le travail collectif,

solidairement organisé. Le travail (pour) la production des richesses étant collectif, il semblerait logiquement, n'est-ce-pas ? que la jouissance de ces richesses devrait l'être aussi. Eh bien, voilà ce que ne veut (pas), ce que repousse avec haine l'économie bourgeoise. Elle veut la jouissance isolée des individus. Mais de quels individus ? Serait-ce de tous ? Oh, non, point du tout. Elle veut la jouissance des forts, des intelligents, des habiles, des heureux. Ah! oui, des heureux surtout. Car dans son organisation sociale, et conformément à cette loi d'héritage qui en est le fondement principal, il naît une minorité d'individus plus ou moins riches, heureux, et des millions d'êtres humains déshérités, malheureux. Puis la société bourgeoise dit à tous ces individus : Lutte, disputez-vous le prix, le bien-être, la richesse, la puissance politique. Les vainqueurs seront heureux. Y a-t-il au moins égalité dans cette lutte fratricide ? Non, pas du tout. Les uns, le petit nombre, sont armés de pied en cap, forts de leur instruction et de leur richesse héritées, et les millions d'hommes du peuple se présentent sur l'arène presque nus, avec leur ignorance et leur misère également héritées. Quel est le résultat nécessaire de cette concurrence soi-disant libre ? Le peuple succombe, la bourgeoisie triomphe, et le prolétaire enchaîné est forcé de travailler comme un forçat pour son éternel vainqueur, le bourgeois.

Le bourgeois est muni principalement d'une arme contre laquelle le prolétariat restera toujours sans possibilité de défense, tant que cette

arme, le capital, - qui est devenu désormais, dans tous les pays civilisés, l'agent principal de la production industrielle, - tant que ce nourrisseur du travail sera tourné contre lui.

Le capital, tel qu'il est constitué et approprié aujourd'hui, n'écrase pas seulement le prolétariat, il assomme, exproprie et réduit (à la misère) une immense quantité de bourgeois. La cause de ce phénomène, que la moyenne et la petite bourgeoisie ne comprend pas assez, qu'elle ignore, est pourtant toute simple. Grâce à la concurrence, grâce à cette lutte à mort qui, grâce à la liberté conquise par le peuple au profit des bourgeois, règne aujourd'hui dans le commerce et dans l'industrie, tous les fabricants sont forcés de vendre leurs produits, ou plutôt les produits des travailleurs qu'ils emploient, qu'ils exploitent, au plus bas prix possible. Vous le savez par expérience, les produits chers se voient de plus en plus exclus du marché aujourd'hui par les produits à bon marché, alors même que ces derniers sont beaucoup moins parfaits que les premiers. Voilà donc une première conséquence funeste de cette concurrence, de cette lutte intestine dans la production bourgeoise. Elle tend nécessairement à remplacer les bons produits par des produits médiocres, les travailleurs habiles par des travailleurs médiocres. Elle diminue en même temps la qualité des produits et celle des producteurs.

Dans cette concurrence, dans cette lutte au plus bas marché, les gros capitaux doivent nécessairement écraser les petits capitaux, les gros

bourgeois doivent ruiner les petits bourgeois. Car une immense fabrique peut naturellement confectionner ses produits et les donner à meilleur marché qu'une fabrique petite ou moyenne. L'institution d'une grande fabrique exige naturellement un grand capital, mais, proportionnellement à ce qu'elle peut produire, elle coûte moins cher qu'une fabrique petite ou moyenne : 100.000 francs sont plus que 10.000 francs, mais 100.000 francs employés en fabrique donneront 20, 30% ; tandis que les 10.000 francs employés de la même manière ne donneront que 10%. Le grand fabricant économise sur le bâtiment, sur les matières premières, sur les machines ; employant beaucoup plus de travailleurs que le petit ou le moyen fabricant, il économise aussi, ou il gagne, par une meilleure organisation et par une plus grande division du travail. En un mot, avec 100.000 francs concentrés en ses mains et employés à l'établissement et à l'organisation d'une fabrication unique, il produit beaucoup plus que dix fabricants employant chacun 10.000 francs ; de manière que si chacun de ces derniers réalise, sur les 10.000 francs qu'il emploie, un bénéfice net de 2.000 francs par exemple, le fabricant qui établit et organise une grande fabrique qui lui coûte 100.000 francs, gagne sur chaque 10.000 francs 5.000 ou 6.000 francs, ou plutôt il produit pour 5 ou 6 (fois plus) de marchandises. Produisant proportionnellement beaucoup plus, il peut naturellement vendre ses produits à beaucoup meilleur marché que les petits ou moyens fabricants ; mais, en les vendant à meilleur marché, il

force également les petits ou moyens fabricants à baisser leur prix, sans quoi leurs produits ne seraient point achetés. Mais comme la production de ces produits leur revient beaucoup plus cher qu'au grand fabricant, en les vendant au prix du grand fabricant ils se ruinent. C'est ainsi que les grands capitaux tuent les petits capitaux, et, si les grands capitaux en rencontrent de plus grands qu'eux-mêmes, ils sont écrasés à leur tour.

C'est si vrai, qu'il y a aujourd'hui dans les grands capitaux une tendance ostensible à s'associer pour constituer des capitaux monstrueusement formidables. L'exploitation du commerce et de l'industrie par des sociétés anonymes commence à remplacer, dans les pays les plus industriels, en Angleterre, en Belgique et en France, l'exploitation des grands capitalistes isolés. Et à mesure que la civilisation, (que) la richesse nationale des pays les plus avancés s'accroissent, la richesse des grands capitalistes s'accroît, mais le nombre des capitalistes diminue. Une masse de moyens bourgeois se voit refoulée dans la petite bourgeoisie, et une plus grande foule encore de petits bourgeois se voient inexorablement poussés dans le prolétariat, dans la misère.

C'est un fait incontestable, aussi bien constaté par la statistique de tous les pays que par la démonstration la plus exactement mathématique. Dans l'organisation économique de la société actuelle, cet appauvrissement successif de la grande masse de la bourgeoisie au profit d'un nombre restreint de monstrueux capitalistes est une loi inexorable, contre laquelle il n'y a pas

d'autre remède que la révolution sociale. Si la petite bourgeoisie avait assez d'intelligence et de bon sens pour le comprendre, depuis longtemps elle se serait alliée au prolétariat pour accomplir cette révolution. Mais la petite bourgeoisie est généralement très bête ; sa sotte vanité et son égoïsme lui ferment l'esprit. Elle ne voit rien, ne comprend rien, et, écrasée d'un côté par la grande bourgeoisie, menacée de l'autre par ce prolétariat qu'elle méprise autant qu'elle le déteste et le craint, elle se laisse sottement entraîner dans l'abîme.

Les conséquences de cette concurrence bourgeoise sont désastreuses pour le prolétariat. Forcés de vendre leurs produits - ou bien les produits des ouvriers qu'ils exploitent - au plus bas prix possible, les fabricants doivent nécessairement payer à leurs ouvriers le plus bas prix possible. Par conséquent, ils ne peuvent plus payer le talent, le génie de leurs ouvriers. Ils doivent chercher le travail qui se vend, qui est forcé de se vendre, au marché le plus bas. Les femmes et les enfants se contentant d'un moindre salaire, ils tâchent d'employer les enfants et les femmes de préférence aux hommes, et les travailleurs médiocres de préférence aux travailleurs habiles, à moins que ces derniers ne se contentent du salaire des travailleurs malhabiles, des enfants et des femmes. Il a été prouvé et reconnu par tous les économistes bourgeois que la mesure du salaire de l'ouvrier est toujours déterminée par le prix de son entretien journalier : ainsi, si un ouvrier pouvait se loger, se vêtir, se nourrir

pour un franc par jour, son salaire tomberait bien vite à un franc. Et cela par une raison toute simple : c'est que les ouvriers, pressés par la faim, sont forcés de se faire concurrence entre eux, et le fabricant, impatient de s'enrichir au plus vite par l'exploitation de leur travail, et forcé d'un autre côté, par la concurrence bourgeoise, à vendre ses produits au plus bas prix possible, prendra naturellement les ouvriers qui, pour le moindre salaire, lui offriront le plus d'heures de travail.

Ce n'est point seulement une déduction logique, c'est un fait qui se passe journellement en Angleterre, en France, en Belgique, en Allemagne, et dans les parties de la Suisse où s'est établie la grande industrie, l'industrie exploitée dans de grandes fabriques par les grands capitaux. Dans ma dernière conférence, je vous ai dit que vous étiez des ouvriers privilégiés. Quoique vous soyez bien loin encore de recevoir intégralement en salaire toute la valeur de votre production journalière, quoique vous soyez incontestablement exploités par vos patrons, (cependant), comparativement aux ouvriers des grands établissements industriels, vous êtes assez bien payés, vous avez du loisir, vous êtes libres, vous êtes heureux. Et je m'empresse de reconnaître qu'il y a d'autant plus de mérite à vous d'être entrés dans l'Internationale et d'être devenus des membres dévoués et zélés de cette immense association du travail qui doit émanciper les travailleurs du monde entier. C'est noble, c'est généreux de votre part. Vous prouvez par là

même que vous ne pensez pas seulement à vous-mêmes, mais à ces millions de frères qui sont beaucoup plus opprimés et beaucoup plus malheureux que vous. C'est avec bonheur que je vous donne ce témoignage.

Mais en même temps que vous faites acte de généreuse et fraternelle solidarité, laissez-moi vous dire que vous faites aussi acte de prévoyance et de prudence ; vous ne le faites pas seulement pour vos frères malheureux des autres industries et des autres pays, vous le faites aussi, sinon tout à fait pour vous-mêmes, au moins pour vos propres enfants. Vous êtes, non absolument, mais relativement bien rétribués, libres, heureux. Pourquoi l'êtes-vous ? Par cette simple raison que le grand capital n'a pas encore envahi votre industrie. Mais vous ne croyez pas sans doute qu'il en sera toujours ainsi. Le grand (capital), par une loi qui lui est inhérente, est fatalement poussé à envahir tout. Il a commencé naturellement par exploiter les branches du commerce et de l'industrie qui lui ont promis de plus grands avantages, celles dont l'exploitation était (le) plus facile, et il finira nécessairement, après les avoir suffisamment exploités, et par la concurrence qu'il se fait (à lui-même) dans cette exploitation, par se rabattre bientôt sur les branches qu'il n'avait pas touchées jusque-là. Ne fait-on pas déjà des habits, des bottes, des dentelles à la machine ? Croyez-le bien, tôt ou tard, et plus tôt que tard, on fera aussi des montres à la machine. Les ressorts, les échappements, les boîtes, la cuvette, le polissage, le guillochage, la gravure se feront

à la machine. Les produits ne seront pas aussi parfaits que ceux qui sortent de vos mains habiles, mais ils coûteront beaucoup moins, et ils se vendront beaucoup plus que vos produits plus parfaits, qu'ils finiront par exclure du marché. Et alors, vous, ou au moins vos enfants se trouveront aussi esclaves, aussi misérables que les ouvriers des grands établissements industriels le sont aujourd'hui. Vous voyez donc bien qu'en travaillant pour vos frères, les malheureux ouvriers des autres industries et des autres pays, vous travaillez aussi pour vous-mêmes, ou au moins pour vos propres enfants.

Vous travaillez pour l'humanité. La classe ouvrière est devenue aujourd'hui l'unique représentant de la grande, de la sainte cause de l'humanité. L'avenir appartient aujourd'hui aux travailleurs : aux travailleurs des champs, aux travailleurs des fabriques et des villes. Toutes les classes qui sont au-dessus, les éternels exploités du travail des masses populaires : la noblesse, le clergé, la bourgeoisie, et toute cette myriade de fonctionnaires militaires et civils qui représentent l'iniquité et la puissance malfaisante de l'Etat, sont des classes corrompues, frappées d'impuissance, incapables désormais de comprendre et de vouloir le bien, et puissantes seulement pour le mal.

Le clergé et la noblesse ont été démasqués et battus en 1793. La révolution de 1848 a démasqué et démontré l'impuissance et la malfaisance de la bourgeoisie. Pendant les journées de Juin, en 1848, la classe bourgeoise a hautement renoncé

à la religion de ses pères : à cette religion révolutionnaire qui avait eu la liberté, l'égalité et la fraternité pour principes et pour bases. Aussitôt que le peuple eut pris l'égalité et la liberté au sérieux, la bourgeoisie, qui n'existe que par l'exploitation, c'est-à-dire par l'inégalité économique et par l'esclavage social du peuple, s'est rejetée dans la réaction.

Ces mêmes traîtres qui veulent perdre encore une fois la France aujourd'hui, ces Thiers, ces Jules Favre, et l'immense majorité de l'Assemblée nationale en 1848, ont travaillé pour le triomphe de la plus immonde réaction, comme ils y travaillent encore aujourd'hui. Ils avaient commencé par détruire le suffrage universel, et plus tard ils ont élevé à la présidence Louis Bonaparte¹⁴. La crainte de la révolution sociale, l'horreur de l'égalité, le sentiment de ses crimes et la crainte de la justice populaire, avaient jeté toute cette classe déchue, jadis si intelligente et si héroïque, aujourd'hui si stupide et si lâche, dans les bras de la dictature de Napoléon III. Et ils en ont eu, de la dictature militaire, pendant dix-huit ans de suite. Il ne faut pas croire que m(essieu)rs les bourgeois s'en soient trop mal trouvés. Ceux d'entre eux qui voulurent faire les mutins et jouer au libéralisme d'une manière trop bruyante, par trop incommode pour le régime impérial, furent naturellement écartés, comprimés. Mais tous les autres, ceux qui, laissant les balivernes politiques au peuple, s'appliquèrent exclusivement, sérieusement, à la grande affaire de la bourgeoisie, à l'exploitation du peuple, furent puissamment

protégés et encouragés. On leur donna même, pour sauver leur honneur, toutes les apparences de la liberté. N'existait-il pas sous l'Empire une assemblée législative élue régulièrement par le suffrage universel ? Tout alla donc bien selon les vœux de la bourgeoisie. Il n'y eut qu'un seul point noir. C'était l'ambition conquérante du souverain, qui entraîna la France forcément dans des dépenses ruineuses et finit par anéantir son antique puissance. Mais ce point noir n'était pas un accident, c'était une nécessité du système. Un régime despotique, absolu, alors même qu'il a les apparences de la liberté, doit nécessairement s'appuyer sur une puissante armée, et toute grande armée permanente rend tôt ou tard la guerre extérieure nécessaire, parce que la hiérarchie militaire a pour inspiration principale l'ambition : tout lieutenant veut être colonel, et tout colonel veut devenir général ; quant aux soldats, systématiquement démoralisés dans les casernes, ils rêvent des nobles plaisirs de la guerre : le massacre, le pillage, le vol, le viol, - preuve : les exploits de l'armée prussienne en France. Eh bien, si toutes ces nobles passions, savamment, systématiquement nourries dans le cœur des officiers et des soldats, restent longtemps sans satisfaction aucune, elles s'aigrissent et poussent l'armée au mécontentement, et du mécontentement à la révolte. Donc il devient nécessaire de faire la guerre. Toutes les expéditions et les guerres entreprises par Napoléon III n'ont donc point été des caprices personnels, comme le prétendent aujourd'hui m(essieu)rs les bour-

geois : ce fut une nécessité du système impérial despotique qu'ils avaient fondé eux-mêmes par crainte de la révolution sociale. Ce sont les classes privilégiées, c'est le haut et le bas clergé, c'est la noblesse déchue, c'est enfin et surtout cette respectable, honnête et vertueuse bourgeoisie qui, (aussi) bien que toutes les autres classes et plus que Napoléon III lui-même, est la cause de tous les horribles malheurs qui viennent de frapper la France.

Et vous l'avez tous vu, compagnons, pour défendre cette malheureuse France, il ne s'est trouvé dans tout le pays qu'une seule masse, la masse des ouvriers des villes, celle précisément qui avait (été) trahie et livrée par la bourgeoisie à l'Empire et sacrifiée par l'Empire à l'exploitation bourgeoise. Dans tout le pays, il n'y eut que les généreux travailleurs des fabriques et des villes qui voulurent le soulèvement populaire pour le salut de la France. Les travailleurs des campagnes, les paysans, démoralisés, abêtis par l'éducation religieuse qu'on leur avait donnée à partir du premier Napoléon jusqu'à ce jour, ont pris le parti des Prussiens et de la réaction contre la France. On aurait pu les révolutionner. Dans une brochure que beaucoup d'entre vous ont lue, intitulée *Lettres à un Français*, j'ai exposé les moyens dont il fallait faire usage pour les entraîner dans la Révolution. Mais pour le faire, il fallait d'abord que les villes se soulèvent et s'organisent révolutionnairement. Les ouvriers l'ont voulu ; ils le tentèrent même dans beaucoup de villes du midi de la France, à Lyon, à Marseille, à Montpellier,

à Saint-Etienne, à Toulouse. Mais partout ils furent comprimés et paralysés par les bourgeois *radicaux* au nom de la République. Oui, c'est au nom même de la République que les bourgeois, devenus républicains par la crainte du peuple, c'est au nom de la République, que les Gambetta, ce vieux pécheur Jules Favre, et Thiers, cet infâme renard, et tous ces Picard, Ferry, Jules Simon, Pelletan et tant d'autres, c'est au nom de la République qu'ils ont assassiné la République et la France.

La bourgeoisie est jugée. Elle qui est la classe la plus riche et la plus nombreuse de la France, - en exceptant la masse populaire, sans doute, - si elle avait voulu, elle aurait pu sauver la France. Mais pour cela elle eût dû sacrifier son argent, sa vie, et s'appuyer franchement sur le prolétariat, comme le firent ses ancêtres les bourgeois de 1793. Eh bien, elle ne voulut sacrifier son argent encore moins que sa vie, et elle préféra la conquête de la France par les Prussiens à son salut par la révolution populaire.

La question entre les ouvriers des villes et les bourgeois fut assez nettement posée. Les ouvriers ont dit : Nous ferons plutôt sauter les maisons que de livrer nos villes aux Prussiens. Les bourgeois répondirent : Nous ouvrirons plutôt les portes de nos villes aux Prussiens que de vous permettre de faire du désordre public, et nous voulons conserver nos chères maisons à tout prix, dussions-nous même baiser le cu(l) de M(essieu)rs les Prussiens.

Et remarquez que ce sont aujourd'hui ces

mêmes bourgeois qui osent insulter la Commune de Paris, cette noble Commune qui sauve l'honneur de la France et, espérons-le, la liberté du monde en même temps ; ce sont ces mêmes bourgeois qui l'insultent aujourd'hui au nom de quoi ? - *au nom du patriotisme !*

Vraiment, ces bourgeois ont un front d'airain ! Ils sont arrivés à un degré d'infamie qui leur a fait perdre jusqu'au dernier sentiment de pudeur. Ils ignorent la honte. Avant d'être morts, ils sont déjà complètement pourris.

Et ce n'est pas seulement en France, compagnons, que la bourgeoisie est pourrie, moralement et intellectuellement anéantie ; elle l'est de même partout en Europe, et dans tous les pays de l'Europe (seul le prolétariat) a conservé le feu sacré. Lui seul porte aujourd'hui le drapeau de l'humanité.

Quelle est sa devise, sa morale, son principe ? *La solidarité.* Tous pour chacun, et chacun par tous et pour tous. C'est la devise et le principe fondamental de notre grande Association internationale, qui, franchissant les frontières des Etats et par là même détruisant les Etats, tend à unir les travailleurs du monde entier en une seule famille humaine, sur la base du travail également obligatoire pour tous et au nom de la liberté de chacun et de tous. Cette solidarité, dans l'économie sociale, s'appelle travail et propriété collectifs ; en politique, elle s'appelle destruction des Etats et la liberté de chacun par la liberté de tous.

Oui, chers compagnons, vous les ouvriers, solidairement avec vos frères les travailleurs du

monde entier, vous héritez seuls aujourd'hui de la grande mission de l'émancipation de l'humanité. Vous avez un cohéritier, travailleur comme vous, quoique à d'autres conditions que vous. C'est le paysan. Mais le paysan n'a pas encore la conscience de la grande mission populaire. Il a été empoisonné, il est encore empoisonné par les prêtres, et sert contre lui-même d'instrument à la réaction. Vous devez l'instruire, vous devez le sauver malgré lui en l'entraînant, en lui expliquant ce que c'est que la Révolution sociale.

Dans ce moment, et surtout au commencement, les ouvriers de l'industrie ne doivent, ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Mais ils seront tout-puissants s'ils le veulent. Seulement ils doivent le vouloir sérieusement. Et pour réaliser ce vouloir, ils n'ont que deux moyens. C'est en établissant d'abord dans leurs groupes, et ensuite entre tous les groupes, une vraie solidarité fraternelle, non seulement en paroles, mais en action, pas seulement pour les jours de fête, de discours et de boisson, mais dans leur vie quotidienne. Chaque membre de l'Internationale doit pouvoir sentir, doit être pratiquement convaincu, que tous les autres membres sont ses frères.

L'autre moyen, c'est l'organisation révolutionnaire, l'organisation pour l'action. Si les soulèvements populaires de Lyon, de Marseille et dans les autres villes de France ont échoué, c'est parce qu'il n'y a aucune organisation. Je puis en parler avec pleine connaissance de cause, puisque j'y ai été et que j'en ai souffert. Et si la Commune de Paris se tient si vaillamment aujourd'hui, c'est que

pendant tout le siège les ouvriers se sont sérieusement organisés. Ce n'est pas sans raison que les journaux bourgeois accusent l'Internationale d'avoir produit ce soulèvement magnifique de Paris. Oui, disons-le avec fierté, ce sont nos frères les internationaux qui, par leur travail persévérant, ont organisé le peuple de Paris et ont rendu possible la Commune de Paris.

Soyons donc bons frères, compagnons, et organisons-nous. Ne croyez pas que nous soyons à la fin de la Révolution, nous sommes à son commencement. La Révolution est désormais à l'ordre du jour, pour beaucoup de dizaines d'années. Elle viendra nous trouver, tôt ou tard ; préparons-nous donc, purifions-nous, devenons plus réels, moins discoureurs, moins crieurs, moins phraseurs, moins buveurs, moins noceurs. Ceignons¹⁵ nos reins et préparons-nous dignement à cette lutte qui doit sauver tous les peuples et émanciper finalement l'humanité.

Vive la Révolution sociale ! Vive la Commune de Paris !

NOTES

1. Sur le manuscrit, "Citoyens" a été barré et modifié par Bakounine.
2. Le mot "spirituel" est rayé.
3. Les mots "et systématisés" sont rayés.
4. Ms. : de la.
5. Sylvain Clément, photographe à Saint-Imier. On lui doit une photographie de Bakounine faite en mai 1871, c'est à dire au moment des "trois conférences". En juillet de cette même année, il entra au comité fédéral jurassien.

6. La loi fédérale concernant le travail dans les fabriques date en Suisse du 23 mars 1877. Elle définit pour la première fois les limites du travail des enfants.
Voir à ce sujet l'article de ADHÉMAR SCHWITZGUÉBEL : La loi fédérale sur le travail dans les fabriques, in Bulletin de la Fédération jurassienne, 28 février 1875, qui précisera les positions des libéraux sur ce problème.
7. Ms. : qu'ils pouvaient s'en servir pour remplir leurs poches
8. Ici, une variante du début de l'alinéa suivant a été rayée : "Telle fut la première manifestation du socialisme pratique. Se développant lentement dans quelques têtes avancées et dans quelques coeurs brûlant d'amour pour la justice à travers les siècles, depuis Platon qui jeta le premier les bases de cette théorie égalitaire, vivant dans l'instinct des masses populaires qui, de tout temps opprimées, écrasées par l'insolence brutale de leurs exploiters, ont aspiré à l'égalité; la théorie égalitaire"
9. Ms.: forcément établie.
10. Il s'agit d'ADHÉMAR SCHWITZGUÉBEL (1844-1895), graveur, qui fit partie, dès sa fondation en mars 1866 de la section de Sonvilier de l'A.I.T.- biographie par James Guillaume in ADHÉMAR SCHWITZGUÉBEL, Quelques écrits.- Stock, Paris 1908.
11. Le livre dont parle Bakounine s'appelle : PH. BUONARROTI, Conspiration pour l'égalité dite de Baboeuf, suivie du procès auquel elle donna lieu, et des pièces justificatives, etc.- Lib. Romantique, Bruxelles, 1828, 2 vol.
12. Casimir Périer (1777-1832), régent de la Banque de France, député depuis 1817. Sous la restauration, il appartient à l'opposition libérale et se rallia, après de longues hésitations, à la révolution de 1830. Devenu, en 1831, chef du gouvernement et ministre de l'Intérieur, il réprima la révolte des Canuts, à Lyon.
13. Bakounine veut parler de son 4ème discours au 2ème Congrès de la Paix et de la Liberté, prononcé le 2 septembre 1868 à Berne.
14. Dans *Oeuvres*, Guillaume a changé la phrase de la manière suivante : "Ils avaient commencé par élever à la présidence Louis Bonaparte et plus tard ils ont détruit le suffrage universel."
15. Ms. : Serrons

Ce onzième volume de canevas éditeur
a été achevé d'imprimer sur les presses
de l'imprimerie
Pierre-André Bovy
à Saint-Imier
Le 20 avril 1990

L'exposé théorique de l'Anarchie tel qu'il était présenté alors par la Fédération Jurassienne, et surtout par Bakounine ; la critique du socialisme d'Etat - la crainte d'un despotisme économique, beaucoup plus dangereux que le simple despotisme politique - que j'entendis formuler là, et le caractère révolutionnaire de l'agitation, sollicitaient fortement mon attention. Mais les principes égalitaires que je rencontrais dans les montagnes du Jura, l'indépendance de pensée et de langage que je voyais se développer chez les ouvriers, et leur dévouement absolu à la cause du parti, tout cela exerçait sur mes sentiments une influence de plus en plus forte ; et quand je quittai ces montagnes, après un séjour de quelques jours au milieu des horlogers, mes opinions sur le socialisme étaient fixées. J'étais anarchiste.

Pierre Kropotkine, 1872

Bakounine, Mikhaïl
Trois conférences



* 5 4 2 5 *

CANEVAS EDITEUR SAINT-IMIER

DIFFUSION SUISSE, SNL LAUSANNE

DIFFUSION FRANCE, SEDES PARIS